

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 3<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>)

#### Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01), le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients.*

Vous trouverez également ci-dessous le projet de modification l'*Instruction générale relative au Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients.*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **15 novembre 2021**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Dominique Martin  
Coprésident du Comité des ACVM sur les dérivés  
Directeur de l'encadrement des activités de négociation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4351  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[dominique.martin@lautorite.qc.ca](mailto:dominique.martin@lautorite.qc.ca)

**Le 16 septembre 2021**



Canadian Securities  
Administrators

Autorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## Avis de consultation des ACVM

### *Projet de Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients*

**Le 16 septembre 2021**

#### **Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publions pour une période de consultation de 60 jours se terminant le 15 novembre 2021 un projet de modification (le **projet de modification**) du *Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients* (le **Règlement 94-102**).

Le présent avis a pour objet de recueillir des commentaires sur le projet de modification.

#### **Contexte**

Le 20 mai 2021, en vue de faciliter le processus d'élaboration du projet de modification, a été publié l'Avis 94-304 des ACVM, *Fréquence de l'obligation de transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3, Déclaration des sûretés de client par la chambre de compensation réglementée* (l'**Avis 94-304**) annonçant que toutes les autorités, sauf la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la **CVMO**), rendaient chacune des décisions générales parallèles d'application locale (les **décisions**) réduisant la fréquence de transmission obligatoire, par les chambres de compensation réglementées<sup>1</sup>, du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3, *Déclaration des sûretés de client par la chambre de compensation réglementée* (l'**Annexe 94-102A3**). Les décisions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021<sup>2</sup>.

La CVMO a apporté à sa version locale du Règlement 94-102 une modification ayant le même effet que les décisions. La modification est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Selon le Règlement 94-102, une chambre de compensation réglementée s'entend « a) en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Ontario, [d']une personne reconnue ou dispensée de la reconnaissance à titre de chambre de compensation ou d'agence de compensation dans le territoire intéressé; [et] b) en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, [d']une personne reconnue ou dispensée de la reconnaissance à titre de chambre de compensation, d'agence de compensation ou d'agence de compensation et de dépôt en vertu de la législation en valeurs mobilières de tout territoire du Canada ».

<sup>2</sup> Se reporter à la décision générale 94-502, accessible sur le site Web de l'autorité en valeurs mobilières du territoire intéressé.

<sup>3</sup> En Ontario, se reporter à la modification du *National Instrument 94-102 Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions*, publiée le 20 mai 2021. N'introduisant aucune

-2-

Les membres des ACVM, sauf la CVMO, proposent maintenant de modifier le Règlement 94-102 en vue de réduire la fréquence de transmission obligatoire du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3.

### **Objet du projet de modification**

Comme il est indiqué dans l'Avis 94-304, les ACVM ont élaboré le projet de modification de manière à réduire le fardeau réglementaire sans compromettre la protection des investisseurs ni toucher au risque systémique de manière défavorable.

Les ACVM reconnaissent que les intermédiaires compensateurs qui reçoivent des sûretés de client sont également tenus de transmettre des renseignements aux autorités en valeurs mobilières au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A1, *Déclaration des sûretés de client par l'intermédiaire direct* ou à l'Annexe 94-102A2, *Déclaration des sûretés de client par l'intermédiaire indirect*, selon le cas, qui dressent chacun un portrait de la valeur des sûretés détenues ou déposées par chaque intermédiaire compensateur déclarant. Elles font toutefois remarquer que le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 fournit un portrait de la valeur des sûretés de client que la chambre de compensation réglementée reçoit de chaque intermédiaire compensateur et indique le lieu où cette dernière les conserve. Les ACVM ne peuvent obtenir ces renseignements autrement.

De plus, les renseignements recueillis au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3, avec ceux de l'Annexe 94-102A1 et de l'Annexe 94-102A2, permettent de faire des rapprochements entre les données, et offrent aux ACVM la possibilité de détecter les changements majeurs au sein du marché de la compensation des dérivés et d'y répondre, ainsi que de surveiller les mécanismes relatifs aux sûretés de client afin d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de règles de protection des actifs des clients qui soient adaptées aux pratiques du marché.

La réduction de la fréquence de l'obligation de transmettre le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 pour la faire passer de mensuelle à trimestrielle permet aux chambres de compensation réglementées d'épargner du temps et de l'argent sans compromettre la capacité des ACVM à détecter les changements majeurs au sein du marché de la compensation des dérivés et à déterminer adéquatement les sûretés de client, ainsi que l'identité des intermédiaires compensateurs, des chambres de compensation réglementées et des dépositaires autorisés qui les détiennent.

### **Résumé du projet de modification**

Sauf en Ontario et sous réserve des décisions, l'article 43 du Règlement 94-102 prévoit actuellement l'obligation, pour une chambre de compensation réglementée qui reçoit une sûreté de client, de transmettre par voie électronique à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières concernés, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la fin du mois civil, le formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 dûment rempli.

Les ACVM proposent de modifier le Règlement 94-102 en vue de réduire la fréquence de transmission obligatoire du formulaire prévu à l'Annexe 94-102A3 pour la faire passer de

---

nouvelle obligation, la modification a été apportée par la CVMO de manière accélérée et sans consultation publique, comme le permet le sous-paragraphe *b* du paragraphe 5 de l'article 143.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario.

-3-

mensuelle à trimestrielle. Le projet de modification obligera donc les chambres de compensation réglementées à transmettre le formulaire par voie électronique dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la fin de chaque trimestre civil.

### Consultation

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **15 novembre 2021**. Nous ne pouvons en préserver la confidentialité parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Par ailleurs, tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com) et de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe qu'ils précisent en quel nom leur mémoire est présenté.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Veillez adresser vos commentaires à chacun des membres des ACVM suivants :

Alberta Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 Bureau des valeurs mobilières du Nunavut  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard

Veillez envoyer vos commentaires **seulement** aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres autorités :

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
 Secrétaire et directeur général des affaires  
 juridiques  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour Cominar  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Télécopieur : 514 864-6381  
[consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Grace Knakowski  
 Secrétaire  
 Commission des valeurs mobilières de  
 l'Ontario  
 20 Queen Street West  
 22<sup>nd</sup> floor  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Télécopieur : 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

### Questions

Pour toute question concernant le présent avis des ACVM, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

-4-

Dominique Martin  
Coprésident du Comité des ACVM sur les dérivés  
Directeur de l'encadrement des activités de négociation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4351  
[dominique.martin@lautorite.qc.ca](mailto:dominique.martin@lautorite.qc.ca)

Janice Cherniak  
Senior Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 355-4864  
[janice.cherniak@asc.ca](mailto:janice.cherniak@asc.ca)

Paula White  
Deputy Director, Compliance and Oversight  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
204 945-5195  
[paula.white@gov.mb.ca](mailto:paula.white@gov.mb.ca)

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-6859  
[abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

Kevin Fine  
Coprésident du Comité des ACVM sur les dérivés  
Director, Derivatives Branch  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416 593-8109  
[kfine@osc.gov.on.ca](mailto:kfine@osc.gov.on.ca)

Michael Brady  
Deputy Director, CMR  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6561  
[mbrady@bcsc.bc.ca](mailto:mbrady@bcsc.bc.ca)

David Shore  
Conseiller juridique, Valeurs mobilières  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
506 658-3038  
[david.shore@fcnb.ca](mailto:david.shore@fcnb.ca)

Derek Maher  
Legal Counsel, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
306 787-5867  
[derek.maher2@gov.sk.ca](mailto:derek.maher2@gov.sk.ca)

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 94-102 SUR LA COMPENSATION DES DÉRIVÉS ET LA PROTECTION DES SÛRETÉS ET DES POSITIONS DES CLIENTS**

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 3<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>)

1. L'article 43 du Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001) est modifié par le remplacement du mot « mois » par le mot « trimestre ».
2. L'Annexe 94-102A3 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la note de bas de page 13, du mot « mois » par le mot « trimestre ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**Draft Regulation**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par, par. (3), (9) and (12))

**Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 175 of the *Derivatives Act* (chapter I-14.01), the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions.*

Draft amendments to the *Policy Statement to Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions* are also published hereunder.

**Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing by **November 15, 2021**, to the following:

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax : (514) 864-6381  
E-mail : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Dominique Martin  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Director, Oversight of Trading Activities  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4351  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[dominique.martin@lautorite.qc.ca](mailto:dominique.martin@lautorite.qc.ca)

**September 16, 2021**



## CSA Notice of Consultation

### *Draft Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions*

**September 16, 2021**

#### **Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing the draft amendments (the **Draft Amendments**) to *Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions* (**Regulation 94-102**), for a 60-day comment period expiring on November 15, 2021.

We are issuing this notice to solicit comments on the Draft Amendments.

#### **Background**

On May 20 2021, in order to facilitate the rule-making process for the Draft Amendments, the CSA published Notice 94-304, *Frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 Customer Collateral Report: Regulated Clearing Agency* (**Notice 94-304**) announcing that all jurisdictions, except the Ontario Securities Commission (the **OSC**), were making/issuing, as applicable in the local jurisdiction, parallel orders of general application (the **Orders**) reducing the frequency of the requirement for regulated clearing agencies<sup>1</sup> to deliver Form 94-102F3, *Customer Collateral Report: Regulated Clearing Agency* (**Form 94-102F3**). The Orders came into effect on August 1, 2021.<sup>2</sup>

The OSC made amendments to Regulation 94-102, which have the same effect as the Orders. These amendments came into force on August 1, 2021<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> A regulated clearing agency is defined in Regulation 94-102 as “(a) in British Columbia, Manitoba and Ontario, a person recognized or exempt from recognition as a clearing agency in the local jurisdiction, and (b) in Alberta, Newfoundland and Labrador, New Brunswick, the Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon, a person recognized or exempt from recognition as a clearing agency or clearing house pursuant to the securities legislation of any jurisdiction of Canada”.

<sup>2</sup> Blanket Order 94-502, available on the website of the securities regulatory authority in the local jurisdiction.

<sup>3</sup> See, in Ontario, Amendment to National Instrument 94-102 Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions, published May 20, 2021. The Amendments, which do not include any new requirements, were made by the OSC on an expedited basis, and without prior publication for comment, as permitted under paragraph 143.2(5)(b) of the *Securities Act* (Ontario).

-2-

The CSA, except the OSC, are now proposing to amend Regulation 94-102 to reduce the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3.

### **Substance and Purpose of the Draft Amendments**

As detailed in Notice 94-304, the Draft Amendments were developed by the CSA as a way to reduce regulatory burden without compromising investor protection or adversely impacting systemic risk.

The CSA recognize that clearing intermediaries that receive customer collateral are also required to deliver information to the securities regulatory authority in either Form 94-102F1, *Customer Collateral Report: Direct Intermediary* or Form 94-102F2, *Customer Collateral Report: Indirect Intermediary*, as applicable, each of which presents a snapshot of the value of collateral held or posted by each reporting clearing intermediary. The CSA note, however, that Form 94-102F3 provides a snapshot of the value of customer collateral received by the regulated clearing agency from each clearing intermediary and the location where the regulated clearing agency holds this customer collateral and its value. This information is not otherwise available to the CSA.

Furthermore, reporting Form 94-102F3, together with Form 94-102F1 and Form 94-102F2, allows for data reconciliation, and allows the CSA to detect and respond to major changes in the derivatives clearing market, as well as to monitor customer collateral arrangements in support of the development and implementation of rules that protect customer assets and are responsive to market practices.

Reducing the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 from monthly to quarterly generates time and cost savings for regulated clearing agencies, without compromising the CSA's ability to detect major changes in the derivatives clearing market and to ensure the proper identification of customer collateral and the clearing intermediaries, regulated clearing agencies and permitted depositories that hold it.

### **Summary of the Draft Amendments**

Except in Ontario and subject to the Orders, section 43 of Regulation 94-102 currently requires a regulated clearing agency that receives customer collateral to electronically deliver a completed Form 94-102F3 to the relevant regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, within 10 business days of the end of each calendar month.

The CSA is proposing to amend Regulation 94-102 to reduce the frequency of the requirement to deliver Form 94-102F3 from monthly to quarterly. As a result of the Draft Amendments, a regulated clearing agency will be required to electronically deliver a completed Form 94-102F3 within 10 days of the end of each calendar quarter.

### **Request for Comments**

Please provide your comments in writing by **November 15, 2021**. We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period.

-3-

In addition, all comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com) and the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Thank you in advance for your comments.

Please address your comments to each of the following:

Alberta Securities Commission  
Autorité des marchés financiers  
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Manitoba Securities Commission  
Nova Scotia Securities Commission  
Nunavut Securities Office  
Office of the Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador  
Office of the Superintendent of Securities, Northwest Territories  
Office of the Yukon Superintendent of Securities  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island

Please send your comments **only** to the following addresses. Your comments will be forwarded to the remaining jurisdictions:

M<sup>c</sup> Philippe Lebel  
Corporate Secretary and Executive Director,  
Legal Affairs  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax: 514 864-6381  
[consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Grace Knakowski  
Secretary  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West  
22nd floor  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Fax : 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

-4-

**Questions**

If you have questions about this CSA Notice, please contact any of the following:

Dominique Martin  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Director, Oversight of Trading Activities  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4351  
[dominique.martin@lautorite.qc.ca](mailto:dominique.martin@lautorite.qc.ca)

Kevin Fine  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Director, Derivatives Branch  
Ontario Securities Commission  
416 593-8109  
[kfine@osc.gov.on.ca](mailto:kfine@osc.gov.on.ca)

Janice Cherniak  
Senior Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 355-4864  
[janice.cherniak@asc.ca](mailto:janice.cherniak@asc.ca)

Michael Brady  
Deputy Director, CMR  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6561  
[mbrady@bcsc.bc.ca](mailto:mbrady@bcsc.bc.ca)

Paula White  
Deputy Director, Compliance and Oversight  
Manitoba Securities Commission  
204 945-5195  
[paula.white@gov.mb.ca](mailto:paula.white@gov.mb.ca)

David Shore  
Legal Counsel, Securities  
Financial and Consumer Services Commission  
(New Brunswick)  
506 658-3038  
[david.shore@fcnb.ca](mailto:david.shore@fcnb.ca)

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-6859  
[abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

Derek Maher  
Legal Counsel, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
306 787-5867  
[derek.maher2@gov.sk.ca](mailto:derek.maher2@gov.sk.ca)

**REGULATION TO AMEND REGULATION 94-102 RESPECTING DERIVATIVES:  
CUSTOMER CLEARING AND PROTECTION OF CUSTOMER COLLATERAL  
AND POSITIONS**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par., par. (3), (9) and (12))

1. Section 43 of Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001) is amended by replacing the word « month » with the word « quarter ».
2. Form 94-102F3 of this Regulation is amended by replacing, in footnote 13, the word « month » with the word « quarter ».
3. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

## 6.2.2 Publication

### DÉCISION N° 2021-PDG-0040

#### ***Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4.1°, 5°, 6.1.2°, 6.2°, 8°, 11°, 14°, 20° et 34° du premier alinéa de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LVM, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 27 février 2020 [(2020) B.A.M.F., vol. 17, n° 8, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 25 juin 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 25, section 6.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction du financement des sociétés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 11 août 2021.

Louis Morisset  
Président-directeur général

**DÉCISION N° 2021-PDG-0041****Règlements concordants au Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre les règlements énumérés ci-dessous (collectivement, les « règlements concordants »), conformément aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 11° et 14° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres* (paragraphes 3°, 11° et 14°);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la LVM, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 27 février 2020 [(2020) B.A.M.F., vol. 17, n° 8, section 6.2.1] des projets de règlements concordants accompagnés de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées aux projets de règlements concordants à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 25 juin 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 25, section 6.2.2] des textes révisés des projets de règlements concordants;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu la décision n° 2021-PDG-0040 en date du 11 août 2021, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* et a autorisé sa transmission au Ministre pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu les projets de règlements concordants présentés par la Direction du financement des sociétés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de prendre les règlements et d'autoriser leur transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend les règlements concordants dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 11 août 2021.

Louis Morisset  
Président-directeur général

**Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage et ses concordants<sup>i</sup>**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, les règlements suivants :

- *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;*
- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR);*

**Avis de publication**

Les règlements ont été pris par l'Autorité le 11 août 2021, ont reçu l'approbation ministérielle requise et entreront en vigueur le **21 septembre 2021**.

Les arrêtés ministériels approuvant les règlements ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 septembre 2021 et sont reproduits ci-dessous.

**Le 16 septembre 2021**

---

<sup>i</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

**A.M., 2021-10****Arrêté numéro V-1.1-2021-10 du ministre des Finances en date du 31 août 2021**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

Vu que les paragraphes 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4.1<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6.1.2<sup>o</sup>, 6.2<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup> de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

Vu que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

Vu que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

Vu que le projet de Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 17, n<sup>o</sup> 8 du 27 février 2020;

Vu que le texte révisé du projet de Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage a été publié pour information au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 18, n<sup>o</sup> 25 du 25 juin 2021;

Vu que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage le 11 août 2021, par la décision n<sup>o</sup> 2021-PDG-0040;

Vu qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 31 août 2021

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

**RÈGLEMENT 45-110 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS ET  
D'INSCRIPTION POUR FINANCEMENT PARTICIPATIF DES ENTREPRISES  
EN DÉMARRAGE**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4.1<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6.1.2<sup>o</sup>, 6.2<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>)

**CHAPITRE 1  
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

**Définitions**

- 1.** 1) Dans le présent règlement, on entend par :
- « association » : l'une des entités suivantes :
    - a) une coopérative, au sens du paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi canadienne sur les coopératives (L.C. 1998, ch. 1);
    - b) une personne visée à l'Annexe A;
  - « courtier en placement » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en placement;
  - « courtier sur le marché dispensé » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier sur le marché dispensé;
  - « filiale » : un émetteur qui est contrôlé directement ou indirectement par un autre émetteur et toute filiale de cette filiale;
  - « fondateur » : une personne qui remplit les conditions suivantes :
    - a) dans le cas d'un émetteur ou d'un portail de financement, agissant seule ou en collaboration ou de concert avec une ou plusieurs autres personnes, elle prend l'initiative, directement ou indirectement, de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou du portail de financement, ou de la réorganiser de manière importante;
    - b) dans le cas d'un émetteur, au moment du placement ou de l'opération visée, elle participe activement à l'activité de celui-ci;
  - « groupe de l'émetteur » : à l'égard de l'émetteur, les entités suivantes :
    - a) l'émetteur;
    - b) tout membre du même groupe que l'émetteur;
    - c) tout autre émetteur qui remplit l'une des conditions suivantes :
      - i) il exploite une entreprise avec l'émetteur ou un membre du même groupe que celui-ci;
      - ii) son entreprise a été fondée ou constituée par une personne ayant fondé ou constitué l'émetteur;

« montant minimum à réunir » : à l'égard d'un placement par financement participatif, le montant minimum indiqué dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

« placement par financement participatif » : tout placement visé à l'article 5;

« portail de financement » : toute personne qui facilite ou se propose de faciliter un placement par financement participatif effectué au moyen d'une plateforme Web ou d'une application;

« principal intéressé » : sauf en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 5, un fondateur, un administrateur, un dirigeant ou une personne participant au contrôle d'un portail de financement ou d'un émetteur;

« titre admissible » : l'un des titres suivants :

- a)* une action ordinaire;
- b)* une action privilégiée non convertible;
- c)* un titre convertible en un titre visé au paragraphe *a* ou *b*;
- d)* un titre de créance non convertible lié à un taux d'intérêt fixe ou variable;
- e)* une part de société en commandite;
- f)* une part dans le capital d'une association.

2) Pour l'application du présent règlement, un émetteur est membre du même groupe qu'un autre émetteur dans les cas suivants :

- a)* l'un est la filiale de l'autre;
- b)* chacun est contrôlé par la même personne.

3) Pour l'application du présent règlement, une personne est considérée comme exerçant le contrôle d'une autre personne dans les cas suivants :

*a)* elle a la propriété véritable de titres de cette autre personne lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci ou exerce directement ou indirectement une emprise sur de tels titres, à moins qu'elle ne les détienne qu'en garantie d'une obligation;

*b)* dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50 % des parts sociales;

*c)* dans le cas d'une société en commandite, elle en est le commandité.

#### **Applications particulières – Alberta, Colombie-Britannique, Ontario, Québec et Saskatchewan**

2. 1) En Alberta, le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 est désigné comme une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.

- 2) En Colombie-Britannique, le document d'offre fourni en vertu du sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 de l'article 5 est un document d'information visé à l'article 132.1 du *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418).
- 3) En Ontario, l'émetteur qui place des titres en vertu de l'article 5 est assimilé à un participant au marché en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O. 1990, chap. S.5).
- 4) En Saskatchewan, le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 constitue une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.
- 5) Au Québec, les conditions suivantes s'appliquent :
- a)* le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 et le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont rédigés en français seulement ou en français et en anglais;
- b)* le portail de financement qui s'est prévalu de la dispense prévue à l'article 3 est un participant au marché déterminé par règlement pour l'application de l'article 151.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1);
- c)* le document d'offre fourni en vertu de l'article 5 et les documents mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont autorisés par l'Autorité des marchés financiers au lieu du prospectus;
- d)* dans le présent règlement, l'expression « opération visée » désigne les activités suivantes :
- i)* les activités visées à la définition de l'expression « courtier » prévue à l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1), notamment les activités suivantes :
- A) la vente ou la cession d'un titre à titre onéreux, que les modalités de paiement soient sur marge, en plusieurs versements ou de toute autre manière, à l'exclusion du transfert de titres ou du fait de donner des titres en garantie relativement à une dette ou à l'achat de titres, à l'exception de ce qui est prévu à la disposition *ii*;
- B) la participation, à titre de négociateur, à toute opération sur des titres effectuée par l'intermédiaire d'une bourse ou d'un système de cotation et de déclaration d'opérations;
- C) la réception par une personne inscrite d'un ordre d'achat ou de vente de titres;
- ii)* le transfert de titres d'un émetteur ou le fait de donner en garantie des titres d'un émetteur qui sont détenus par une personne participant au contrôle relativement à une dette.

## CHAPITRE 2 DISPENSE DE L'OBLIGATION D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER

### Dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier

3. 1) Tout portail de financement réunissant les conditions suivantes est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de courtier :

a) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

b) il ne fournit aucun conseil aux souscripteurs ni ne fait de recommandation ou de déclaration sur la convenance des titres admissibles ou la qualité de l'investissement;

c) il ne reçoit aucuns frais ni aucune commission ou autre paiement analogue des souscripteurs;

d) il ne facilite ou ne propose de faciliter que des placements par financement participatif;

e) au moins 30 jours avant la première date à laquelle il facilite un placement par financement participatif, il a transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières les 2 documents suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, dûment rempli, qui se rapporte à lui et qui est attesté par l'une de ses personnes physiques autorisées;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, dûment rempli, pour chacun de ses principaux intéressés et qui renferme une attestation signée par ceux-ci;

f) son siège est situé au Canada;

g) il a mis en place des politiques et des procédures empêchant quiconque d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

i) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

ii) il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

h) les éléments suivants figurent sur sa plateforme :

i) une déclaration indiquant qu'il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada et qu'il se prévaut de la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le présent règlement;

*ii)* une déclaration indiquant qu'il détiendra les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

- A) séparément de ses propres actifs;
- B) dans une fiducie au profit du souscripteur;
- C) dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

*iii)* les politiques et les procédures qu'il suivra pour aviser chaque souscripteur advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités ainsi que la façon dont il lui remboursera ses actifs;

*i)* il détient les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

- i)* séparément de ses propres actifs;
- ii)* dans une fiducie au profit du souscripteur;
- iii)* dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

*j)* il a mis en place des politiques et des procédures de gestion des actifs, dans le cadre d'un placement par financement participatif, qui fournissent l'assurance raisonnable qu'il se conformera aux conditions prévues au sous-paragraphe *i*;

*k)* il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif que s'il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

*l)* il a mis en place des politiques et des procédures garantissant qu'après que l'émetteur lui a transmis son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, et celui prévu à l'Annexe 45-110A2, ces documents sont mis à la disposition de chaque souscripteur par sa plateforme;

*m)* il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant qu'un souscripteur ne peut participer à un placement par financement participatif que s'il remplit d'abord le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

*n)* il a mis en place des politiques et des procédures pour prendre rapidement les mesures suivantes lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli :

- i)* il affiche la modification sur sa plateforme;
- ii)* il informe chaque souscripteur de la modification et du droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

*o)* il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant le remboursement de la totalité des actifs à chaque souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution conformément au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

*p)* si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90<sup>e</sup> jour après la première mise à la disposition d'un souscripteur éventuel du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur sa plateforme, ou si l'émetteur l'avise du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>e</sup> jour ou la réception de l'avis, selon le cas :

*i)* il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les actifs ont été remboursés ou sont en voie de l'être;

*ii)* il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des actifs à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;

*q)* si les délais prévus au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 ont expiré, il prend les mesures suivantes :

*i)* il remet ou fait remettre la totalité des actifs dus à l'émetteur à la clôture du placement;

*ii)* au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :

A) il avise chaque souscripteur de la remise des actifs à l'émetteur;

B) il fournit à l'émetteur les documents visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5;

*r)* ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation ou un tribunal, ou n'a conclu de règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

*s)* ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'est ou n'a été un principal intéressé d'une entité qui fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction, d'une pénalité administrative ou d'un règlement amiable visé au sous-paragraphe *r*;

*t)* il a mis en place des politiques et des procédures pour aviser rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités;

*u)* il n'est pas insolvable.

2) Le portail de financement qui se prévaut du paragraphe 1 a les obligations suivantes :

*a)* il tient des dossiers à son siège pour consigner avec exactitude ses affaires financières et les opérations de ses clients et démontrer sa conformité au présent règlement, durant une période de 8 ans à compter de la date d'ouverture d'un dossier;

*b)* il avise l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque modification à l'information présentée antérieurement dans un document visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 par la transmission d'une modification au document au plus tard 30 jours après celle-ci;

*c)* il prend des mesures raisonnables pour confirmer que la majorité de ses administrateurs résident au Canada;

*d)* il indique sur sa plateforme le nom complet, la municipalité et le territoire de résidence ainsi que l'adresse postale, les adresses de courrier électronique et le numéro de téléphone professionnels de chacun de ses principaux intéressés;

*e)* il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur sa plateforme;

*f)* il ne permet à personne d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

*i)* il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

*ii)* il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

*g)* il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que s'il a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, les formulaires prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2, dûment remplis, de l'émetteur;

*h)* il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que si chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 afin de reconnaître les risques, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

*i)* lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il prend rapidement les mesures suivantes :

*i)* il affiche la modification sur sa plateforme;

*ii)* il informe chaque souscripteur de la modification et du droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

*j)* il rembourse tous les actifs au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

*k)* il transmet chaque année à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, dûment rempli, dans les délais suivants :

*i)* entre le 1<sup>er</sup> et le 10 janvier;

*ii)* entre le 1<sup>er</sup> et le 10 juillet;

*l)* advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités, il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs.

### **CHAPITRE 3 PORTAILS DE FINANCEMENT INSCRITS**

#### **Obligations du courtier en placement ou du courtier sur le marché dispensé qui exploite un portail de financement**

**4.** 1) Le portail de financement qui est un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé ne peut faire ce qui suit :

*a)* procéder à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme sauf dans les cas suivants :

*i)* il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

*ii)* il a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, les formulaires prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2, dûment remplis, de l'émetteur;

*iii)* chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2 afin de reconnaître les risques, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

b) permettre à quiconque d'accéder à la plateforme du portail de financement, à moins que la personne reconnaisse accéder à une plateforme qui présente les caractéristiques suivantes :

i) elle est exploitée par un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé, selon le cas;

ii) elle fournira des conseils sur la convenance des titres admissibles.

2) Le portail de financement qui est un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé fait ce qui suit :

a) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur la plateforme du portail de financement;

b) lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il avise rapidement chaque souscripteur du placement par financement participatif de l'émetteur de ce qui suit :

i) la modification;

ii) le droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en transmettant au portail de financement un avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

c) il rembourse tous les actifs au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

d) si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90<sup>e</sup> jour après la première mise à la disposition d'un souscripteur éventuel du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur la plateforme du portail de financement, ou si l'émetteur avise le portail de financement du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>e</sup> jour ou la réception de l'avis, selon le cas :

i) il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les actifs ont été remboursés ou sont en voie de l'être;

ii) il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des actifs à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;

e) si le plus long des délais prévus au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 a expiré, il prend les mesures suivantes :

i) il remet ou fait remettre la totalité des actifs dus à l'émetteur à la clôture du placement;

ii) au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :

- A) il avise chaque souscripteur de la remise des actifs à l'émetteur;
- B) il fournit à l'émetteur toute l'information nécessaire pour que celui-ci remplisse ses obligations en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5.

#### **CHAPITRE 4 DISPENSE DE L'OBLIGATION DE PROSPECTUS EN FAVEUR DES ÉMETTEURS**

##### **Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs**

5. 1) L'émetteur est dispensé de l'obligation de prospectus relativement à un placement par financement participatif lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* le placement et le paiement des titres sont facilités par un portail de financement qui répond aux critères suivants :

*i)* il se prévaut du paragraphe 1 de l'article 3;

*ii)* il est exploité par un courtier sur le marché dispensé ou un courtier en placement;

*b)* le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;

*c)* l'émetteur n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada ou l'équivalent dans aucun territoire étranger;

*d)* l'émetteur n'est pas un fonds d'investissement;

*e)* le siège de l'émetteur est situé au Canada;

*f)* le titre placé est un titre admissible émis par l'émetteur;

*g)* le produit brut total réuni par le groupe de l'émetteur conformément au présent article au cours de la période de 12 mois précédant la clôture du placement par financement participatif n'excède pas 1 500 000 \$;

*h)* l'émetteur a rempli le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1 et l'a transmis au portail de financement;

*i)* la clôture du placement par financement participatif a lieu au plus tard le 90<sup>e</sup> jour après la date à laquelle le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur est mis à la disposition d'un souscripteur éventuel pour la première fois sur la plateforme du portail de financement;

j) la convention de souscription prévoit que le souscripteur des titres peut la résoudre de l'une des façons suivantes :

i) en transmettant au portail de financement un avis de résolution au plus tard à minuit le 2<sup>e</sup> jour ouvrable après le jour de la conclusion de la convention par le souscripteur;

ii) après une modification apportée au formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur, en transmettant un avis de résolution au plus tard à minuit le 2<sup>e</sup> jour ouvrable après le jour où le portail de financement avise le souscripteur de la modification;

k) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur indique l'emploi qu'il compte faire des actifs réunis et le montant minimum à réunir pour clore le placement par financement participatif;

l) l'émetteur ne procède à la clôture du placement par financement participatif que s'il obtient le montant minimum à réunir indiqué dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, au moyen des souscriptions effectuées dans le cadre du placement par financement participatif ou de tout placement simultané réalisé sous le régime d'une ou de plusieurs autres dispenses de l'obligation de prospectus, à condition que les actifs soient inconditionnellement à sa disposition;

m) aucun membre du groupe de l'émetteur n'effectue de placement par financement participatif simultané pour le même objet que celui décrit dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli;

n) l'émetteur ne verse aucune commission, aucuns frais, ni aucun paiement analogue au groupe de l'émetteur ou à tout principal intéressé, salarié ou mandataire d'un membre de celui-ci à l'égard du placement par financement participatif;

o) aucun principal intéressé du groupe de l'émetteur n'est un principal intéressé du portail de financement;

p) l'émetteur ne place auprès d'aucun souscripteur des titres dont la valeur dépasse les montants suivants :

i) 2 500 \$, sous réserve de la disposition ii);

ii) 10 000 \$, si le souscripteur a obtenu d'un courtier inscrit des conseils indiquant que l'investissement lui convient;

q) l'émetteur réunit les conditions suivantes :

i) il exerce d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans un émetteur, de fusionner avec lui ou de souscrire ou d'acquérir des titres de celui-ci, ou encore d'acquérir une entreprise;

*ii)* il ne compte pas utiliser le produit du placement par financement participatif pour investir dans un émetteur, fusionner avec lui ou souscrire ou acquérir des titres de celui-ci, ou encore pour acquérir une entreprise, sauf si l'émetteur ou l'entreprise est précisé dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur.

2) L'émetteur qui se prévaut du paragraphe 1 a les obligations suivantes :

*a)* s'il apprend que son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, est inexact ou l'est devenu, il prend rapidement les mesures suivantes :

*i)* il en avise le portail de financement;

*ii)* il modifie son formulaire de façon à le corriger;

*iii)* il transmet au portail de financement son formulaire modifié;

*b)* dans un délai de 30 jours suivant la clôture du placement par financement participatif, il transmet à chaque souscripteur les éléments suivants :

*i)* une confirmation écrite indiquant l'information suivante :

A) la date de souscription et de clôture du placement par financement participatif;

B) le nombre de titres admissibles souscrits et leur description;

C) le prix par titre admissible payé par le souscripteur;

D) le total des commissions, frais et autres paiements analogues qu'il a versés au portail de financement à l'égard du placement par financement participatif;

*ii)* un exemplaire de son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli.

#### **Dépôt des documents relatifs au placement**

6. L'émetteur qui place des titres en vertu du présent règlement dépose auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières les documents suivants au plus tard le 30<sup>e</sup> jour suivant la clôture du placement par financement participatif :

*a)* le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

*b)* une déclaration de placement avec dispense établie conformément à l'Annexe 45-106A1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21).

**CHAPITRE 5  
DISPENSE****Dispense**

7. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée en vertu de la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**CHAPITRE 6  
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR****Date d'entrée en vigueur**

8. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.
- 2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

**ANNEXE A  
ASSOCIATIONS**

Dans le présent règlement, les personnes suivantes sont des « associations » :

- une *cooperative*, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Cooperatives Act* (S.A. 2001, c. C-28.1) de l'Alberta;
- une *association*, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Cooperative Association Act* (S.B.C. 1999, c. 28) de la Colombie-Britannique;
- une *association*, au sens de l'article 1 de la *Co-operative Associations Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. C-23) de l'Île-du-Prince-Édouard;
- une coopérative, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de la *Loi sur les coopératives* (C.P.L.M. c. C223) du Manitoba;
- une coopérative, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les coopératives* (L.N.-B. 2019, c. 24) du Nouveau-Brunswick;
- une *association*, au sens de l'article 2 de la *Co-operative Associations Act* (R.S.N.S. 1989, c. 98) de la Nouvelle-Écosse;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.T.N.-O. 1988, c. C-19) du Nunavut;
- une coopérative, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les sociétés coopératives* (L.R.O. 1990, c. C.35) de l'Ontario, seulement si elle est autorisée par cette loi à se prévaloir de la dispense de prospectus prévue par le présent règlement;
- une coopérative, au sens de l'article 3 de la *Loi sur les coopératives* (chapitre C-67.2) du Québec;
- une *cooperative*, au sens du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2 de *The New Generation Co-operatives Act* (S.S. 1999, c. N-4.001) de la Saskatchewan;
- une *cooperative*, au sens de l'article 2 de la *Co-operatives Act* (S.N.L. 1998, c. C-35.1) de Terre-Neuve-et-Labrador;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.T.N.-O. 1988, c. C-19) des Territoires du Nord-Ouest;
- une association, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les associations coopératives* (L.R.Y. 2002, c. 43) du Yukon.

**ANNEXE 45-110A1  
DOCUMENT D'OFFRE****INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

1) Fournir le présent document d'offre au portail de financement, qui doit l'afficher sur sa plateforme en ligne. Il ne doit contenir aucune information fausse ou trompeuse, c'est-à-dire de l'information de nature à induire en erreur sur un fait important ou l'omission de déclarer un fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Si l'information contenue dans le présent document d'offre devient inexacte ou renferme de l'information fausse ou trompeuse, il est obligatoire d'en aviser immédiatement le portail de financement, de le modifier et d'en transmettre une nouvelle version au portail de financement.

2) L'émetteur qui se prévaut de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 5 du règlement) dans le territoire intéressé en vue d'un tel placement doit déposer le présent document d'offre dans ce territoire. Il est à noter que si le souscripteur des titres et l'émetteur sont situés dans des territoires différents, le placement par financement participatif est effectué dans les deux territoires, soit dans celui où se situe le siège de l'émetteur et dans celui du souscripteur.

3) Le présent document d'offre doit être déposé au plus tard le 30<sup>e</sup> jour suivant la clôture du placement.

4) Le présent document d'offre doit être rempli et attesté par une personne physique autorisée au nom de l'émetteur.

5) Rédiger le présent document d'offre de manière qu'il soit facile à lire et à comprendre, dans un langage simple, clair et précis. Éviter les termes techniques.

6) La présentation de l'information doit suivre autant que possible celle du présent formulaire. Présenter les rubriques dans l'ordre prévu ci-dessous. Les intitulés, la numérotation et l'information doivent tous apparaître tels qu'ils sont indiqués dans le présent formulaire, sans aucune modification.

**Rubrique 1 Risques d'investissement**

1.1. Inscire la mention suivante en caractères gras :

**« Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable n'a évalué, examiné ou approuvé la qualité de ces titres ni examiné le présent document d'offre. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Le présent placement comporte des risques. ».**

1.2. Si l'émetteur fait des déclarations prospectives, inclure la mention suivante en caractères gras :

**« Il est difficile d'analyser et de confirmer objectivement les prévisions et prédictions d'une entreprise en démarrage. Les déclarations prospectives ne constituent que l'opinion de l'émetteur et pourraient se révéler déraisonnables. ».**

**Rubrique 2 Émetteur**

2.1. Fournir l'information suivante au sujet de l'émetteur :

- a) nom complet figurant dans les statuts, la convention de société en commandite ou tout autre document constitutif, selon le cas;
- b) adresse du siège;
- c) numéro de téléphone;
- d) adresse électronique;
- e) URL du site Web.

*Instructions : Le siège est le lieu où les personnes physiques qui dirigent l'émetteur, y compris le chef de la direction, ont leurs bureaux. Il peut se situer à la même adresse que l'établissement enregistré ou à une autre adresse, selon la structure juridique de l'émetteur. L'adresse du siège doit être une adresse municipale et non une boîte postale.*

2.2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource qui, chez l'émetteur, peut répondre aux questions des souscripteurs et de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable :

- a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);
- b) poste chez l'émetteur;
- c) adresse professionnelle;
- d) numéro de téléphone professionnel;
- e) adresse électronique.

**Rubrique 3 Activité de l'émetteur**

3.1. Décrire l'activité de l'émetteur. Fournir suffisamment de détails pour permettre aux investisseurs de comprendre clairement ce que l'émetteur fait ou entend faire.

*Instructions :*

1) Répondre aux questions suivantes qui s'appliquent :

- *L'émetteur est-il en train de mettre sur pied, de concevoir ou de développer un projet ou compte-t-il le faire? Vendra-t-il des produits fabriqués par des tiers ou offrira-t-il un service?*
- *Quels sont les principaux détails sur le secteur d'activité de l'émetteur et son exploitation? Qu'est-ce qui caractérise l'activité de l'émetteur et la distingue de celle des concurrents du même secteur?*

- *Quels jalons l'émetteur a-t-il déjà atteints et souhaite atteindre au cours des 2 prochaines années? Il peut s'agir, par exemple, de terminer les essais, de trouver un fabricant, d'entreprendre une campagne de publicité, de se constituer des stocks. Quel est le calendrier proposé pour l'atteinte des divers jalons?*

- *Quels sont les principaux obstacles auxquels l'émetteur pense être confronté dans l'atteinte de ses jalons?*

- *Comment les fonds tirés du présent financement contribueront-ils au développement de l'activité de l'émetteur et à l'atteinte d'un ou de plusieurs jalons?*

- *L'émetteur a-t-il conclu des contrats qui sont importants à son activité?*

- *L'émetteur a-t-il commencé à exercer des activités d'exploitation?*

- *Comment l'émetteur envisage-t-il son activité dans 3, 5 et 10 ans?*

- *Quels sont les plans et objectifs de l'émetteur pour l'avenir et comment entend-il les réaliser?*

- *Quelle expérience les gestionnaires de l'émetteur possèdent-ils en gestion d'entreprise ou dans ce secteur d'activité?*

- *L'émetteur possède-t-il des locaux d'entreprise à partir desquels il peut exercer son activité?*

- *Combien de salariés l'émetteur compte-t-il ou de combien en a-t-il besoin?*

2) *Ne faire référence à une mesure de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie que si les conditions suivantes sont remplies : i) l'émetteur a publié des états financiers pour son dernier exercice et ii) la mesure mentionnée dans le document d'offre est un montant présenté dans les états financiers ou rapproché avec un montant qui y est présenté.*

3) *L'émetteur doit exercer d'autres activités que le repérage et l'évaluation d'actifs ou d'entreprises en vue d'investir dans une entreprise, de fusionner avec elle ou de l'acquérir, ou encore de souscrire ou d'acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs. S'il n'en exerce pas d'autres, il ne doit pas recourir au financement participatif des entreprises en démarrage pour réunir des capitaux.*

3.2. Décrire la structure juridique de l'émetteur et indiquer son territoire de constitution.

*Instructions :*

1) *Indiquer si l'émetteur est une société par actions, une société en commandite, une société en nom collectif (sauf au Québec), une association (au sens du règlement) ou autre.*

2) *Préciser la province, le territoire ou l'État de constitution de l'émetteur.*

3.3. *Indiquer l'endroit où les souscripteurs peuvent obtenir les statuts, la convention de société en commandite, toute convention entre actionnaires ou tout document analogue de l'émetteur.*

*Instruction : L'accès à ces documents peut être offert en ligne aux investisseurs.*

3.4. *Choisir le ou les énoncés qui décrivent le mieux les activités d'exploitation de l'émetteur (cocher tous ceux qui s'appliquent) :*

*il n'a jamais exercé d'activités d'exploitation;*

*il est au stade de développement;*

*il exerce actuellement des activités d'exploitation.*

3.5. *Indiquer si l'émetteur a des états financiers. Dans l'affirmative, inscrire la mention suivante en caractères gras :*

**« Avis aux souscripteurs : si vous recevez les états financiers d'un émetteur effectuant un placement par financement participatif, vous devez savoir qu'ils n'ont pas été fournis aux autorités en valeurs mobilières ou aux agents responsables ni examinés par ces organismes. Ils ne font pas partie du présent document d'offre. Vous devriez également consulter un comptable ou un conseiller financier indépendant à propos de l'information qui y est présentée. ».**

*Instructions :*

1) *Les états financiers publiés dans le cadre du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage doivent être établis conformément aux PCGR canadiens. Ils doivent présenter les résultats d'exploitation du dernier exercice de l'émetteur.*

2) *Tout rapport d'audit sur les états financiers délivré par un auditeur doit être inclus avec ceux-ci. Si les états financiers ne sont pas audités, l'émetteur doit les désigner comme tels.*

3.6. *Préciser le nombre et le type des titres de l'émetteur qui sont en circulation à la date du présent document d'offre. Si des titres autres que les titres admissibles offerts sont en circulation, les décrire.*

**Rubrique 4 Direction**

4.1. Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de l'émetteur :

Nom complet, municipalité de résidence et poste chez l'émetteur	Principale fonction exercée dans les 5 dernières années	Expertise, formation et expérience pertinente pour l'activité de l'émetteur	Nombre et type de titres de l'émetteur en sa propriété	Date de souscription des titres et prix payé	Pourcentage des titres de l'émetteur détenus en date du présent document d'offre

4.2. Indiquer le nom de la personne concernée, ainsi que des détails sur le moment, la nature et l'issue des procédures relatives à chaque personne visée à la rubrique 4.1 et à l'émetteur qui, selon le cas, s'est trouvé dans les situations suivantes :

*a)* il ou elle a plaidé coupable ou a été reconnu coupable :

*i)* d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46);

*ii)* d'une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

*iii)* d'un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation criminelle des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

*iv)* d'une infraction aux termes de la législation criminelle de tout autre territoire étranger;

*b)* il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à ce qui suit :

*i)* sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières ou en assurance;

*ii)* une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

c) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un comité de discipline, un ordre professionnel ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger au cours des 10 dernières années relativement à une faute professionnelle;

d) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une procédure de mise en faillite ou d'insolvabilité;

e) il ou elle est administrateur, dirigeant, fondateur ou personne participant au contrôle d'une personne qui fait ou a fait l'objet d'une procédure visée au paragraphe a, b, c ou d.

*Instruction : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu ( L.R.C. 1985, c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, c. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.*

#### **Rubrique 5 Placement par financement participatif**

5.1. Indiquer le nom du portail de financement par lequel l'émetteur effectue le placement par financement participatif. Si l'émetteur a recours à un portail de financement qui est exploité par un courtier inscrit, indiquer le nom de ce dernier.

*Instruction : Le présent document d'offre ne doit être affiché que sur un seul portail de financement.*

5.2. Indiquer tous les territoires (provinces et territoires du Canada) dans lesquels l'émetteur compte réunir des fonds et mettre le présent document d'offre à la disposition des souscripteurs.

- |  |  |  |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta               | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador   |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique  | <input type="checkbox"/> Nunavut         | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Ontario         | <input type="checkbox"/> Yukon                     |
| <input type="checkbox"/> Manitoba              | <input type="checkbox"/> Québec          |  |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick     | <input type="checkbox"/> Saskatchewan    |  |

5.3. Fournir l'information suivante sur le placement par financement participatif :

a) la date à laquelle l'émetteur doit avoir obtenu le montant minimum à réunir pour la clôture du placement (au plus tard le 90<sup>e</sup> jour après la première mise à la disposition du présent document d'offre sur le portail de financement);

b) le cas échéant, la date et la description de la modification apportée au présent document d'offre.

*Instruction : Aucune modification apportée au document d'offre ne doit modifier la date visée au paragraphe a.*

5.4. Indiquer le type de titres admissibles offerts.

- actions ordinaires;
- actions privilégiées non convertibles;
- titres convertibles en actions ordinaires;
- titres convertibles en actions privilégiées non convertibles;
- titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe;
- titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt variable;
- parts de société en commandite;
- parts du capital d'une association. Préciser le type de parts (par exemple une part sociale, une part privilégiée ou une part privilégiée participante) : \_\_\_\_\_.

5.5. Les titres offerts sont assortis des droits, restrictions et conditions qui suivent :

- droits de vote;
- droits aux dividendes ou aux intérêts (décrire);
- droits en cas de dissolution;
- droits de conversion (décrire en quoi les titres sont convertibles);
- droits à l'égalité de traitement;
- droits de sortie conjointe;
- droits préférentiels de souscription;
- autres droits (décrire).

*Instruction : Cette information se trouve dans les documents constitutifs visés à la rubrique 3.3.*

5.6. Résumer brièvement toute autre restriction ou condition importante rattachée aux titres admissibles offerts, comme le droit à l'égalité de traitement ou de sortie conjointe ou le droit préférentiel de souscription.

*Instruction : Les restrictions et conditions à décrire ici figurent dans les règlements intérieurs, les conventions entre actionnaires ou les conventions de société en commandite.*

5.7. Fournir l'information suivante dans un tableau :

	Montant total (\$)	Nombre total de titres pouvant être émis
Montant minimum à réunir		
Montant maximum à réunir		
Prix par titre		

5.8. Indiquer le montant minimum à investir par souscripteur. Si l'émetteur n'en a fixé aucun, l'indiquer.

5.9. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Note : Le montant minimum à réunir indiqué dans le présent document d'offre peut être obtenu à l'aide de fonds inconditionnellement mis à la disposition de [insérer le nom de l'émetteur] qui sont réunis sous le régime d'autres dispenses de prospectus. ».**

#### Rubrique 6 Emploi des fonds

6.1. Fournir l'information suivante sur les fonds réunis précédemment par l'émetteur :

- a) le montant des fonds réunis précédemment;
- b) la façon dont l'émetteur les a réunis;
- c) si les fonds ont été réunis par l'émission de titres, la dispense de prospectus dont l'émetteur s'est prévalu pour le faire;
- d) la façon dont l'émetteur a employé ces fonds.

Si l'émetteur n'a pas réuni de fonds précédemment, l'indiquer.

6.2. Ventiler de façon détaillée dans le tableau suivant l'emploi prévu des fonds réunis dans le cadre du présent placement par financement participatif. Si une partie des fonds doit être versée directement ou indirectement à un fondateur, à un administrateur, à un dirigeant ou à une personne participant au contrôle de l'émetteur, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de la personne, sa relation avec l'émetteur et le montant. Si l'émetteur appliquera plus de 10 % des fonds disponibles au remboursement d'une dette contractée au cours des 2 derniers exercices, indiquer les raisons de la dette.

Description de l'emploi prévu des fonds, par ordre de priorité	Selon le montant minimum à réunir	Selon le montant maximum à réunir

**Rubrique 7 Placements par financement participatif effectués précédemment**

7.1. Pour chaque placement par financement participatif auquel le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de ce groupe ont participé au cours des 5 dernières années, fournir l'information suivante :

- a) le nom complet de l'émetteur ayant effectué le placement;
- b) le nom du portail de financement;
- c) l'issue du placement, c'est-à-dire s'il a été clos avec succès, s'il a été retiré par l'émetteur ou s'il n'a pas été clos parce qu'il n'a pas atteint le montant minimum à réunir, de même que la date de l'événement.

*Instruction : Fournir l'information sur tous les placements par financement participatif effectués précédemment auxquels le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de chaque membre de ce groupe ont participé, même s'ils ont été effectués par un émetteur n'étant pas membre de ce groupe.*

**Rubrique 8 Rémunération versée au portail de financement**

8.1 Décrire toute commission, tous frais ou toute autre somme que l'émetteur s'attend à verser au portail de financement pour effectuer le présent placement par financement participatif ainsi que le montant estimatif à verser. Si une commission est versée, indiquer le pourcentage du produit brut du placement qu'elle représentera, selon les montants minimum et maximum à réunir.

**Rubrique 9 Facteurs de risque**

9.1. Décrire, par ordre décroissant d'importance, les facteurs de risque importants pour l'émetteur qu'un investisseur raisonnable jugerait importants afin de décider de souscrire les titres offerts.

9.2. Si les titres placés sont assortis de caractéristiques de versement d'intérêts, de dividendes ou de distributions et que l'émetteur ne dispose pas des ressources financières pour effectuer de tels versements (à l'exception de celles tirées de la souscription de titres), inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Pour le moment, nous ne disposons pas des ressources financières pour verser [les intérêts, les dividendes ou les distributions] aux investisseurs. Rien ne garantit que nous disposerons éventuellement de telles ressources pour le faire. ».**

**Rubrique 10 Obligations d'information**

10.1. Décrire la nature de toute information que l'émetteur entend communiquer aux souscripteurs après la clôture du placement ainsi que la fréquence de communication, et expliquer la façon dont ils peuvent obtenir de cette information.

10.2. Indiquer si l'émetteur doit transmettre à ses porteurs de titres des états financiers annuels ou une circulaire de sollicitation de procurations conformément à la législation sur les sociétés ou à ses documents constitutifs (par exemple, ses statuts ou ses règlements intérieurs).

10.3. Si, au terme de recherches raisonnables, l'émetteur a connaissance d'une convention fiduciaire de vote entre certains de ses actionnaires, donner l'information suivante :

- a) le nombre d'actionnaires qui sont parties à la convention;
- b) le pourcentage d'actions comportant droit de vote visé par la convention;
- c) le nom de la personne agissant à titre de fiduciaire;
- d) le fait que le fiduciaire s'est vu accorder ou non des pouvoirs supplémentaires;
- e) le fait que la convention a une durée limitée ou non.

**Rubrique 11 Restrictions à la revente**

11.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Les titres que vous souscrivez font l'objet d'une restriction à la revente. Il est possible que vous ne puissiez jamais les revendre. ».**

**Rubrique 12 Droits du souscripteur**

12.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Droits d'action pour information fausse ou trompeuse**

**Si le présent document d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous pouvez opposer à [nom ou autre désignation de l'émetteur] l'un des droits suivants :**

- a) **un droit d'annulation du contrat que vous aviez conclu avec lui;**
- b) **un droit d'action en dommages-intérêts contre lui et, dans certains territoires, le droit d'action en dommages-intérêts contre d'autres personnes prévu par la loi.**

**Vous pouvez exercer ces droits même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fautive ou trompeuse. Toutefois, les circonstances pourraient limiter vos droits, notamment si vous connaissiez la nature fautive ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.**

**Si vous comptez vous prévaloir des droits visés aux sous-paragraphes a et b, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts.**

**Droit de résolution de deux jours :**

**Vous pouvez résoudre votre convention de souscription de titres en faisant parvenir au portail de financement un avis au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après sa conclusion. Si une modification est apportée au présent document d'offre, vous pouvez résoudre votre convention en faisant parvenir un avis au portail de financement au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la réception de l'avis de modification. ».**

**Rubrique 13 Date et attestation**

13.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Le présent document d'offre ne contient aucune information fautive ou trompeuse. ».**

13.2. Apposer la signature de la personne physique autorisée attestant le présent document d'offre et indiquer la date de la signature, de même que le nom et le poste de cette personne.

13.3. Si le présent document d'offre est signé électroniquement, inscrire la mention suivante en caractères gras :

**« Je reconnais signer électroniquement le présent document d'offre et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite. ».**

**ANNEXE 45-110A2  
RECONNAISSANCE DE RISQUE**

Nom de l'émetteur :

Type de titre admissible :

**MISE EN GARDE!**

**AVIS AUX SOUSCRIPTEURS : cet investissement est risqué.**

**N'investissez que si vous pouvez assumer la perte de la totalité du montant payé.**

	Oui	Non
<b>1. Reconnaissance de risque</b>		
<b>Risque de pertes</b> – Comprenez-vous que cet investissement est risqué et que vous pourriez perdre la totalité du montant payé?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Absence de revenu</b> – Comprenez-vous que cet investissement pourrait ne vous rapporter aucun revenu, comme des dividendes ou des intérêts?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Risque de liquidité</b> – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas être en mesure de vendre cet investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Manque d'information</b> – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas recevoir d'information continue sur l'émetteur ou sur l'investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2. Absence d'approbation et de conseils</b> <i>Instruction : Supprimer la mention d'absence de conseils si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.</i>		
<b>Absence d'approbation</b> – Comprenez-vous que cet investissement n'a pas été examiné ni approuvé par un agent responsable, sauf au Québec, ou une autorité en valeurs mobilières?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Absence de conseils</b> – Comprenez-vous que vous ne recevrez pas de conseils sur cet investissement? <i>Instruction : Supprimer cette ligne si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3. Droits limités</b>		
<b>Droits limités</b> – Comprenez-vous que vous n'aurez pas les mêmes droits que si vous investissiez sous le régime d'un prospectus ou en bourse? Si vous souhaitez en savoir davantage, consultez un conseiller juridique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Oui	Non
<b>4. Reconnaissance du souscripteur</b>		
<b>Risques d'investissement</b> – Avez-vous lu le présent formulaire et comprenez-vous les risques associés à cet investissement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Document d'offre</b> – Un document d'offre relatif à cet investissement a-t-il été mis à votre disposition sur le portail de financement?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le document d'offre contient de l'information importante sur cet investissement. Vous ne devriez pas faire cet investissement si vous n'avez pas lu le document d'offre ou ne comprenez pas son contenu. Vous devriez en conserver une copie pour vos dossiers. Avez-vous lu le document d'offre et comprenez-vous son contenu?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Prénom et nom :</b>		
<b>Signature électronique :</b> en cliquant sur le bouton [Je confirme], je reconnais signer électroniquement le présent formulaire et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite. À aucun moment je n'alléguerai que ma signature électronique n'est pas juridiquement contraignante. La date de ma signature électronique est la même que celle de ma reconnaissance.		
<b>5. Renseignements supplémentaires</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Vous disposez de 2 jours pour résoudre votre souscription en transmettant un avis au portail de financement à :</b> <i>Instruction : Fournir une adresse de courriel à laquelle les souscripteurs peuvent transmettre leur avis. Décrire les autres moyens mis à leur disposition pour résoudre leur souscription.</i></li> <li>▪ <b>Si vous souhaitez en savoir davantage sur la réglementation locale des valeurs mobilières qui vous concerne, visitez le <a href="http://www.autorites-valeurs-mobilieres.ca">www.autorites-valeurs-mobilieres.ca</a>. Les autorités en valeurs mobilières ne fournissent pas de conseils sur les investissements.</b></li> <li>▪ <b>Pour vérifier si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit, visitez le <a href="http://www.sontilsinscrits.ca">www.sontilsinscrits.ca</a>.</b> <i>Instruction : Supprimer si le portail de financement n'est pas exploité par un courtier inscrit.</i></li> </ul>		

**ANNEXE 45-110A3  
RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT**

**INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

*S'il se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 3 du règlement), le portail de financement qui facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif doit remplir le présent formulaire et le transmettre avec toutes les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A4 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.*

**RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT**

1. Fournir les renseignements suivants sur le portail de financement :

- a) nom complet figurant dans les documents constitutifs;
- b) nom sous lequel le portail de financement sera exploité;
- c) URL du site Web;
- d) numéro de téléphone;
- e) adresse électronique;
- f) adresse du siège;
- g) territoire où est situé le siège (cocher).

- |  |  |  |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta               | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador   |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique  | <input type="checkbox"/> Nunavut         | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Ontario         | <input type="checkbox"/> Yukon                     |
| <input type="checkbox"/> Manitoba              | <input type="checkbox"/> Québec          |  |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick     | <input type="checkbox"/> Saskatchewan    |  |

2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource chez le portail de financement :

- a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);
- b) adresse professionnelle;
- c) numéro de téléphone professionnel;
- d) adresse électronique.

3. Fournir les renseignements suivants sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement. Au besoin, utiliser une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);

b) poste(s).

4. Indiquer chaque territoire dans lequel le portail de financement transmet le présent formulaire. Celui-ci doit le transmettre dans tout territoire intéressé où il facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif.

- |  |  |  |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta               | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-<br>Labrador   |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique  | <input type="checkbox"/> Nunavut         | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-<br>Ouest |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Ontario         | <input type="checkbox"/> Yukon                         |
| <input type="checkbox"/> Manitoba              | <input type="checkbox"/> Québec          |  |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick     | <input type="checkbox"/> Saskatchewan    |  |

5. Indiquer la date à laquelle le portail de financement compte commencer à faciliter des placements par financement participatif dans les territoires indiqués au point 4.

6. Si le portail de financement se prévaut du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*insérer la référence*) dans un territoire, indiquer le territoire et la date à laquelle le présent formulaire de renseignements sur le portail de financement a été transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

#### STRUCTURE JURIDIQUE ET DOCUMENTS CONSTITUTIFS

7. Décrire la structure juridique du portail de financement.

- Entreprise individuelle
- Société de personnes
- Société en commandite (donner le nom du commandité)
- Société par actions
- Autre (préciser).

8. Joindre les documents constitutifs du portail de financement, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. S'il est une entreprise individuelle, fournir un exemplaire de la déclaration d'immatriculation. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

9. Joindre un organigramme illustrant la structure et la propriété du portail de financement. Présenter l'information pour chaque société mère, membre du même groupe et filiale. Indiquer le nom de chaque personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote y afférents. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

**ACTIVITÉS COMMERCIALES**

10. Fournir une description de ce qui suit :
- a) les activités commerciales projetées du portail de financement;
  - b) la stratégie de commercialisation du portail de financement;
  - c) les émetteurs visés, notamment leurs secteurs d'activité;
  - d) les principaux risques relevés dans l'exploitation du portail de financement.

**RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES**

11. Le portail de financement a-t-il déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

- a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46);
- b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;
- c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation criminelle des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;
- d) une infraction aux termes de la législation criminelle de tout autre territoire étranger?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

*Instruction : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, c. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.*

12. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre le portail de financement relativement à une infraction criminelle?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

**RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES**

13. Le portail de financement a-t-il fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

14. Le portail de financement fait-il actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire indiquant les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

**PROCÉDURE DE GESTION DES FONDS**

15. Fournir tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire et les documents pertinents sur la procédure de gestion de tous les fonds détenus dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne relativement au placement par financement participatif, notamment les suivants :

*a)* le nom de l'institution financière canadienne qu'utilisera le portail de financement et le numéro de compte en fiducie désigné;

*b)* le nom des signataires du compte et leur rôle auprès du portail de financement;

*c)* des précisions sur la manière dont les fonds seront détenus dans le compte séparément des biens du portail de financement;

*d)* une copie de l'acte de fiducie ou des précisions sur l'ouverture de ce compte; si le portail de financement n'a pas d'acte de fiducie ou de compte, expliquer pourquoi;

- e) des précisions sur la manière dont les fonds transiteront :
- i) des souscripteurs au compte du portail de financement;
  - ii) du compte du portail de financement à l'émetteur dans le cas où le placement par financement participatif est clos;
  - iii) du compte du portail de financement aux souscripteurs dans le cas où le placement par financement participatif ne peut être clos ou que le souscripteur a exercé son droit de résolution.

#### COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS

Les renseignements à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré par la législation en valeurs mobilières aux fins d'administration et d'application de celle-ci.

En présentant le présent formulaire, le portail de financement :

- reconnaît que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire ou les renseignements du portail de financement;
- atteste que les personnes physiques visées par le présent formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements;
- consent à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable, sauf au Québec, affiche l'information suivante sur son site Web :
  - i) le nom sous lequel le portail de financement sera exploité;
  - ii) l'adresse du site Web du portail de financement;
  - iii) le fait que le portail de financement se prévaut de la dispense d'inscription à titre de courtier.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières des territoires où le présent formulaire est présenté, aux coordonnées indiquées ci-après.

**ATTESTATION**

En signant le présent formulaire, le portail de financement :

- s'engage à se conformer à toutes les conditions applicables prévues par le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;
- atteste que sa plateforme est achevée et prête à visualiser dans un environnement d'essai et conçue pour être conforme au Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;
- atteste qu'il dispose, ou qu'il s'attend raisonnablement à disposer, des ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 6 prochains mois;
- accorde à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est présenté l'accès à ses dossiers relativement à l'exercice de ses activités et l'autorise à procéder à un examen de conformité.

Au nom du portail de financement, j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes.

Nom complet du  
portail de  
financement :

\_\_\_\_\_

Signature de la  
personne physique  
autorisée :

Date :

\_\_\_\_\_

Nom (en caractères  
d'imprimerie) de la  
personne physique  
autorisée :

\_\_\_\_\_

Poste :

\_\_\_\_\_

Téléphone :

\_\_\_\_\_

Courriel :

\_\_\_\_\_

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU  
TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

**Coordonnées :**

<p><b>Alberta</b>            Alberta Securities Commission            Suite 600, 250 – 5th Street SW            Calgary (Alberta) T2P 0R4            Téléphone : 403 297-6454            Courriel : registration@asc.ca            www.asc.ca</p>	<p><b>Ontario</b>            Commission des valeurs mobilières de l'Ontario            20 Queen Street West, 22<sup>nd</sup> Floor            Toronto (Ontario) M5H 3S8            Sans frais : 1 877 785-1555            Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca            www.osc.cs            OSC Electronic Filing Portal  <a href="https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6">https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</a></p>
<p><b>Colombie-Britannique</b>            British Columbia Securities Commission            P.O. Box 10142, Pacific Centre            701 West Georgia Street            Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2            Téléphone : 604 899-6854            Sans frais au Canada : 1 800 373-6393            Courriel : portal@bcsc.bc.ca            www.bcsc.bc.ca</p>	<p><b>Québec</b>            Autorité des marchés financiers            Direction de l'encadrement des intermédiaires            800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage            C.P. 246, Place Victoria            Montréal (Québec) H4Z 1G3            Téléphone : 514 395-0337            Sans frais au Québec : 1 877 525-0337            Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca            www.lautorite.qc.ca</p>
<p><b>Manitoba</b>            Commission des valeurs mobilières du Manitoba            500 – 400 St Mary Avenue            Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5            Téléphone : 204 945-2548            Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548            Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca            www.mbsecurities.ca</p>	<p><b>Saskatchewan</b>            Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan            Securities Division            Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive            Regina (Saskatchewan) S4P 4H2            Téléphone : 306 787-5645            Courriel : registrationfcaa@gov.sk.ca            www.fcaa.gov.sk.ca</p>
<p><b>Nouveau-Brunswick</b>            Commission des services financiers et des services aux consommateurs            85, rue Charlotte, bureau 300            Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2            Sans frais : 1 866 933-2222            Courriel : emf-md@fcnb.ca            www.fcnb.ca</p>	<p><b>Nouvelle-Écosse</b>            Nova Scotia Securities Commission            Suite 400, 5251 Duke Street            Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3            Téléphone : 902 424-7768            Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499            Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca            nssc.novascotia.ca</p>

**ANNEXE 45-110A4  
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS RELATIFS AU PORTAIL**

**INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

*S'il se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 3 du règlement), le portail de financement qui facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif doit transmettre le présent formulaire dûment rempli par chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement avec les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A3 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.*

*Les renseignements fournis dans le présent formulaire doivent être propres à la personne physique qui l'atteste.*

**RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT**

1. Fournir le nom complet du portail de financement tel qu'il figure dans les documents constitutifs.
2. Indiquer le nom sous lequel le portail de financement sera exploité.
3. Indiquer le(s) poste(s) que la personne physique occupe chez le portail de financement.

**RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

4. Nom complet :

Prénom	Autre(s) prénoms(s)	Nom de famille

5. Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom changé à la suite d'un mariage?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez fournir des détails :

6. Numéro de téléphone et adresse électronique :

Numéro de téléphone résidentiel :	( )	Numéro de cellulaire :	
Numéro de téléphone professionnel :	( )	Adresse électronique :	

7. Indiquez toutes les adresses résidentielles des 5 dernières années en commençant par votre adresse résidentielle actuelle.

N° et rue, ville, province, territoire ou État, code postal et pays	De		À	
	MM	AAAA	MM	AAAA

8. Si vous n'êtes pas résident du Canada, vous devez disposer d'une adresse aux fins de signification au Canada et fournir les renseignements suivants :

Nom du mandataire aux fins de signification :	
Nom de la personne-ressource :	
Adresse aux fins de signification :	
Téléphone :	

9. Date et lieu de naissance :

Date de naissance			Lieu de naissance		
MM	JJ	AAAA	Ville	Province/territoire/État	Pays

10. Pays de citoyenneté : \_\_\_\_\_

11. Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit à quelque titre que ce soit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable au Canada?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez votre type de permis ou d'inscription, le nom de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en question ainsi que la date de début et de fin, le cas échéant :

12. Avez-vous déjà fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

b) omis de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

#### RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES

13. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46);

b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation criminelle des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

d) une infraction aux termes de la législation criminelle de tout autre territoire étranger.

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

*Instructions : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu ( L.R.C. 1985, c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou d'un territoire étranger.*

14. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

15. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance ou suspendue relativement à une infraction criminelle contre une personne dont vous étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle au moment où les faits reprochés ont eu lieu?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

16. À votre connaissance, une personne dont vous étiez fondateur, ou qui, pendant la période où vous en étiez administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle, a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

**RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES**

17. Avez-vous ou une personne dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle a-t-elle fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants, ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à votre participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

18. Faites-vous ou une personne dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

**COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré par la législation en valeurs mobilières aux fins d'administration et d'application de celle-ci.

En présentant le présent formulaire, vous consentez à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le présent formulaire est présenté recueille, utilise et communique vos renseignements personnels et obtienne, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par les organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou les organismes d'autorégulation ainsi que votre dossier de crédit et vos relevés d'emploi s'il ou elle en a besoin pour déterminer si les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets et si les conditions prévues par les dispenses d'inscription et de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage sont respectées. Les agents responsables, sauf au Québec, ou les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur vous à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est présenté, aux coordonnées indiquées ci-après.

#### ATTESTATION

En présentant le présent formulaire :

- j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes;
- j'accepte d'être assujéti à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où je l'ai transmis, notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant à mes activités à titre de fondateur, d'administrateur, de dirigeant ou de personne participant au contrôle d'un portail de financement en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

Signature :

Date :

Nom (en caractères  
d'imprimerie) :

Poste :

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION  
FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

**Coordonnées :**

<p><b>Alberta</b>          Alberta Securities Commission          Suite 600, 250 – 5th Street SW          Calgary (Alberta) T2P 0R4          Téléphone : 403 297-6454          Courriel : <a href="mailto:registration@asc.ca">registration@asc.ca</a>  <a href="http://www.asc.ca">www.asc.ca</a></p>	<p><b>Nouvelle-Écosse</b>          Nova Scotia Securities Commission          Suite 400, 5251 Duke Street          Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3          Téléphone : 902 424-7768          Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499          Courriel : <a href="mailto:nssc.crowdfunding@novascotia.ca">nssc.crowdfunding@novascotia.ca</a>  <a href="http://nssc.novascotia.ca">nssc.novascotia.ca</a></p>
<p><b>Colombie-Britannique</b>          British Columbia Securities Commission          P.O. Box 10142, Pacific Centre          701 West Georgia Street          Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2          Téléphone : 604 899-6854          Sans frais au Canada : 1 800 373-6393          Courriel : <a href="mailto:portal@bcsc.bc.ca">portal@bcsc.bc.ca</a>  <a href="http://www.bcsc.bc.ca">www.bcsc.bc.ca</a></p>	<p><b>Ontario</b>          Commission des valeurs mobilières de l'Ontario          20 Queen Street West, 22<sup>nd</sup> Floor          Toronto (Ontario) M5H 3S8          Sans frais : 1 877 785-1555          Courriel : <a href="mailto:inquiries@osc.gov.on.ca">inquiries@osc.gov.on.ca</a>  <a href="http://www.osc.cs">www.osc.cs</a>          OSC Electronic Filing Portal  <a href="https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6">https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</a></p>
<p><b>Manitoba</b>          Commission des valeurs mobilières du Manitoba          400, avenue St. Mary, bureau 500          Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5          Téléphone : 204 945-2548          Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548          Courriel : <a href="mailto:exemptions.msc@gov.mb.ca">exemptions.msc@gov.mb.ca</a>  <a href="http://www.mbsecurities.ca">www.mbsecurities.ca</a></p>	<p><b>Québec</b>          Autorité des marchés financiers          Direction de l'encadrement des intermédiaires          800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage          C.P. 246, Place Victoria          Montréal (Québec) H4Z 1G3          Téléphone : 514 395-0337          Sans frais au Québec : 1 877 525-0337          Courriel : <a href="mailto:financement-participatif@lautorite.qc.ca">financement-participatif@lautorite.qc.ca</a>  <a href="http://www.lautorite.qc.ca">www.lautorite.qc.ca</a></p>
<p><b>Nouveau-Brunswick</b>          Commission des services financiers et des services aux consommateurs          85, rue Charlotte, bureau 300          Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2          Sans frais : 1 866 933-2222          Courriel : <a href="mailto:emf-md@fcn.ca">emf-md@fcn.ca</a>  <a href="http://www.fcn.ca">www.fcn.ca</a></p>	<p><b>Saskatchewan</b>          Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan          Securities Division          Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive          Regina (Saskatchewan) S4P 4H2          Téléphone : 306 787-5645          Courriel : <a href="mailto:registrationfcaa@gov.sk.ca">registrationfcaa@gov.sk.ca</a>  <a href="http://www.fcaa.gov.sk.ca">www.fcaa.gov.sk.ca</a></p>

**ANNEXE 45-110A5****ATTESTATION SEMESTRIELLE RELATIVE AUX RESSOURCES FINANCIÈRES**

Le portail de financement atteste qu'il dispose ou s'attend raisonnablement à disposer de ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 6 prochains mois.

Au nom du portail de financement, j'atteste que la déclaration faite aux présentes est véridique et complète.

Nom complet du portail  
de financement :

\_\_\_\_\_

Signature du chef de la  
direction, du chef des  
finances ou de la  
personne exerçant une  
fonction analogue :

Date : \_\_\_\_\_

Nom (en caractères  
d'imprimerie) de la  
personne physique :

\_\_\_\_\_

Poste :

\_\_\_\_\_

Téléphone :

\_\_\_\_\_

Courriel :

\_\_\_\_\_

**COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU  
TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE**

75562

**M.O., 2021-10****Order number V-1.1-2021-10 of the Minister of Finance dated 31 August 2021**

Securities Act  
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions

WHEREAS paragraphs 1, 2, 3, 4.1, 5, 6.1.2, 6.2, 8, 11, 14, 20 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the draft Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 17, no. 8 of 27 February 2020;

WHEREAS the revised text of the draft Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions was published for information in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 18, no. 25 of 25 June 2021;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 11 August 2021, by the decision no. 2021-PDG-0040, Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions;

WHEREAS there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions appended hereto.

31 August 2021

ERIC GIRARD  
*Minister of Finance*

**REGULATION 45-110 RESPECTING START-UP CROWDFUNDING REGISTRATION AND PROSPECTUS EXEMPTIONS**

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (5), (6.1.2), (6.2), (8), (11), (14), (20) and (34))

**PART 1  
DEFINITIONS AND INTERPRETATION****Definitions**

1. (1) In this Regulation,

“association” means any of the following:

(a) a cooperative, as defined in subsection 2(1) of the Canada Cooperatives Act (S.C. 1998, c. 1);

(b) a person referred to in Appendix A;

“crowdfunding distribution” means a distribution under section 5;

“eligible security” means any of the following:

(a) a common share;

(b) a non-convertible preference share;

(c) a security convertible into a security referred to in paragraph 0 or 0;

(d) a non-convertible debt security linked to a fixed or floating interest rate;

(e) a unit of a limited partnership;

(f) a share in the capital of an association;

“exempt market dealer” means a person registered in the category of exempt market dealer;

“founder” means a person that,

(a) in the case of an issuer or a funding portal, acting alone or in conjunction or in concert with one or more persons, directly or indirectly, takes the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer or funding portal, and

(b) in the case of an issuer, at the time of the distribution or trade, is actively involved in the business of the issuer;

“funding portal” means a person that facilitates or proposes to facilitate a crowdfunding distribution through a web-based or application-based platform;

“investment dealer” means a person registered in the category of investment dealer;

“issuer group” means, in respect of an issuer, the following:

(a) the issuer;

(b) an affiliate of the issuer;

(c) any other issuer if either of the following applies:

(i) the other issuer is engaged in a common enterprise with the issuer or with an affiliate of the issuer;

(ii) the other issuer's business is founded or organized by a person that founded or organized the issuer;

"minimum offering amount", in respect of a crowdfunding distribution, means the minimum amount disclosed in the issuer's completed Form 45-110F1;

"principal", except under paragraph 5(1)(b), means a founder, director, officer or control person of a funding portal or an issuer;

"subsidiary" means an issuer that is controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary.

(2) For the purposes of this Regulation, an issuer is affiliated with another issuer if

(a) one of them is the subsidiary of the other, or

(b) each of them is controlled by the same person.

(3) For the purposes of this Regulation, a person (first person) is considered to control another person (second person) if

(a) the first person beneficially owns or directly or indirectly exercises control or direction over securities of the second person carrying votes that, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation,

(b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than 50% of the interests of the partnership, or

(c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person.

#### **Special application – Alberta, British Columbia, Ontario, Québec and Saskatchewan**

2. (1) In Alberta, an offering document that is provided under section 5 is designated to be an offering memorandum under securities legislation.

(2) In British Columbia, an offering document that is provided under paragraph 5(1)(h) is a prescribed disclosure document for purposes of section 132.1 of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418).

(3) In Ontario, an issuer that distributes securities under section 5 is prescribed as a market participant under the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5).

(4) In Saskatchewan, an offering document that is provided under section 5 is an offering memorandum under securities legislation.

(5) In Québec,

(a) an offering document that is provided under section 5 and a Form 45-110F2 made available to purchasers in accordance with this Regulation must be drawn up in French only or in French and English,

(b) a funding portal that has relied on the exemption under section 3 is a market participant determined by regulation for the purpose of section 151.1.1 of the Securities Act (chapter V-1.1),

(c) an offering document that is provided under section 5 and materials that are made available to purchasers in accordance with this Regulation are documents authorized by the Autorité des marchés financiers for use in lieu of a prospectus, and

(d) “trade”, in this Regulation, means any of the following activities:

(i) the activities described in the definition of “dealer” in section 5 of the Securities Act (chapter V-1.1), including the following activities:

(A) the sale or disposition of a security by onerous title, whether the terms of payment be on margin, instalment or otherwise, but does not include a transfer or the giving in guarantee of securities in connection with a debt or the purchase of a security, except as provided under subparagraph (ii);

(B) participation as a trader in any transaction in a security through the facilities of an exchange or a quotation and trade reporting system;

(C) the receipt by a registrant of an order to buy or sell a security;

(ii) a transfer or the giving in guarantee of securities of an issuer from the holdings of a control person in connection with a debt.

## **PART 2**

### **EXEMPTION FROM THE DEALER REGISTRATION REQUIREMENT**

#### **Exemption from dealer registration requirement**

3. (1) A funding portal is exempt from the dealer registration requirement if all of the following apply:

(a) the funding portal is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada;

(b) the funding portal does not advise a purchaser about the merits of an investment or recommend or represent that an eligible security is a suitable investment for the purchaser;

(c) the funding portal does not receive a commission, fee or other similar payment from a purchaser;

(d) the funding portal facilitates or proposes to facilitate crowdfunding distributions only;

(e) at least 30 days before the first date the funding portal facilitates a crowdfunding distribution, the funding portal delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority both of the following:

(i) a completed Form 45-110F3 for the funding portal certified by an authorized individual of the funding portal;

(ii) a completed Form 45-110F4 for each principal of the funding portal that contains a certification signed by that principal;

(f) the funding portal has its head office in Canada;

(g) the funding portal has policies and procedures to prevent a person from accessing its platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that

(i) is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

(ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

(A) the suitability of any security for investment by the person, or

(B) the merits of any investment;

(h) the following are disclosed on the funding portal's platform:

(i) a statement that the funding portal is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada and is relying on the exemption from the dealer registration requirement under this Regulation;

(ii) a statement that the funding portal will hold each purchaser's assets

(A) separate and apart from the funding portal's own assets,

(B) in trust for the purchaser, and

(C) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;

(iii) the policies and procedures that the funding portal will follow for notifying each purchaser if the funding portal becomes insolvent or discontinues operations, and how the funding portal will return a purchaser's assets;

(i) the funding portal holds each purchaser's assets

(i) separate and apart from the funding portal's own assets,

(ii) in trust for the purchaser, and

(iii) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;

(j) the funding portal has policies and procedures for handling assets, in relation to a crowdfunding distribution, sufficient to provide reasonable assurance that the funding portal will comply with the conditions under paragraph (i);

(k) the funding portal does not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal receives, through the funding portal's platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of that security;

(l) the funding portal has policies and procedures to ensure that, after an issuer provides the funding portal with its completed Form 45-110F1 and a Form 45-110F2, these documents are made available to each purchaser through the funding portal's platform;

(m) the funding portal has policies and procedures to prevent a purchaser from subscribing to a crowdfunding distribution unless the purchaser first completes Form 45-110F2 and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1;

(n) the funding portal has policies and procedures for, upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly

(i) posting the amendment on the funding portal's platform, and

(ii) notifying each purchaser of the amendment, and of the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j);

(o) the funding portal has policies and procedures to return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser;

(p) if an issuer has not raised the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform, or if an issuer notifies the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, no later than 5 business days after the 90th day or the notice, as applicable, the funding portal

(i) notifies the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that assets have been returned or are in the process of being returned, and

(ii) takes reasonable steps to return, or cause to be returned, all assets to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution;

(q) if both periods referred to in paragraph 5(1)(j) have elapsed, the funding portal

(i) releases, or causes to be released, all assets due to the issuer at the closing of the distribution, and

(ii) no later than 15 days after the closing of the distribution,

(A) notifies each purchaser that the assets have been released to the issuer, and

(B) provides the issuer with the documents referred to in paragraph 5(2)(b);

(r) neither the funding portal, nor any of its principals, is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization or court in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct;

(s) neither the funding portal nor any of its principals is or has been a principal of an entity that is or has been subject to an order, judgment, decree, sanction or administrative penalty or a settlement agreement referred to in paragraph (r);

(t) the funding portal has policies and procedures to promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return assets to those purchasers in the event that the funding portal becomes insolvent or discontinues operations;

(u) the funding portal is not insolvent.

(2) A funding portal relying on subsection (1) must

(a) maintain, for a period of 8 years from the date a record is created, records at its head office that accurately record its financial affairs and client transactions, and demonstrate the extent of the funding portal's compliance with this Regulation,

(b) notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each change to the information previously submitted in a document referred to in paragraph (1)(e) by delivering an amendment to the document no later than 30 days after the change,

(c) take reasonable steps to confirm that the majority of the directors of the funding portal ordinarily reside in Canada,

(d) disclose on its platform, for each principal of the funding portal, the principal's full legal name, municipality and jurisdiction of residence, business mailing and email addresses and business telephone number,

(e) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing the issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform,

(f) not allow a person to access the funding portal's platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that

(i) is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

(ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

(A) the suitability of any security for investment by the person, or

(B) the merits of any investment,

(g) not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal has made the issuer's completed Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through the funding portal's platform,

(h) not close a crowdfunding distribution on its platform unless each purchaser completes Form 45-110F2 acknowledging the risks and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1,

(i) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly

(i) post the amendment on the funding portal's platform, and

(ii) notify each purchaser of the amendment, and the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j),

(j) return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser,

(k) during the following periods of each year, deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority a completed Form 45-110F5:

(i) between January 1 and January 10, and

(ii) between July 1 and July 10, and

(l) upon becoming insolvent or discontinuing operations, promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return the assets to those purchasers.

### **PART 3 REGISTERED FUNDING PORTALS**

#### **Requirements for investment dealers or exempt market dealers operating funding portals**

4. (1) A funding portal that is an investment dealer or exempt market dealer must not

(a) close a crowdfunding distribution on its platform unless

(i) the funding portal receives, through its platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of such security,

(ii) the funding portal has made the issuer's completed Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through its platform, and

(iii) each purchaser completes the Form 45-110F2 acknowledging the risks and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1, and

(b) allow a person to access the funding portal's platform unless the person has acknowledged that the person is accessing a platform that

(i) is operated by an investment dealer or an exempt market dealer, as applicable, and

(ii) will provide advice about the suitability of the eligible security.

- (2) A funding portal that is an investment dealer or exempt market dealer must
- (a) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing the issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform,
  - (b) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly notify each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution of
    - (i) the amendment, and
    - (ii) the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j),
  - (c) return all assets to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser,
  - (d) upon an issuer not raising the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform, or an issuer notifying the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, no later than 5 business days after the 90th day or the notice, as applicable,
    - (i) notify the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that assets have been returned or are in the process of being returned, and
    - (ii) take reasonable steps to return, or cause to be returned, all assets to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, and
  - (e) after the later of the periods referred to in paragraph 5(1)(j) has elapsed,
    - (i) release, or cause to be released, all assets due to the issuer at the closing of the distribution, and
    - (ii) no later than 15 days after the closing of the distribution,
      - (A) notify each purchaser that the assets have been released to the issuer, and
      - (B) provide the issuer with all information required to comply with the issuer's obligations under paragraph 5(2)(b).

**PART 4**  
**EXEMPTION FROM PROSPECTUS REQUIREMENT FOR ISSUERS**

**Exemption from prospectus requirement for issuers**

- 5.** (1) An issuer is exempt from the prospectus requirement in respect of a crowdfunding distribution if all of the following apply:
- (a) the distribution of and payment for the security is facilitated through a funding portal that is
    - (i) relying on subsection 3(1), or
    - (ii) operated by an exempt market dealer or investment dealer;

- (b) the purchaser purchases the security as principal;
- (c) the issuer is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada or the equivalent in any foreign jurisdiction;
- (d) the issuer is not an investment fund;
- (e) the issuer has its head office in Canada;
- (f) the security distributed is an eligible security of the issuer's own issue;
- (g) the aggregate gross proceeds raised by the issuer group in reliance on this section during the 12-month period before the closing of the crowdfunding distribution do not exceed \$1 500 000;
- (h) the issuer has completed a Form 45-110F1 and provided it to the funding portal;
- (i) the crowdfunding distribution closes no later than the 90th day after the date the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available to a prospective purchaser on the funding portal's platform;
- (j) the subscription agreement provides that the purchaser may withdraw from the agreement to purchase the security,
  - (i) after entering into the agreement, by delivering a notice of withdrawal to the funding portal not later than midnight on the 2nd business day after the day on which the purchaser enters into the agreement, and
  - (ii) after an amendment to the issuer's completed Form 45-110F1, by delivering a notice of withdrawal not later than midnight on the 2nd business day after the day on which the funding portal notifies the purchaser of the amendment;
- (k) the issuer's completed Form 45-110F1 discloses how the issuer intends to use the assets raised and the minimum offering amount required to close the crowdfunding distribution;
- (l) the issuer does not close the crowdfunding distribution until the issuer has raised the minimum offering amount stated in the issuer's completed Form 45-110F1 either through subscriptions to the crowdfunding distribution or any concurrent distribution under one or more other exemptions from the prospectus requirement, provided that the assets are unconditionally available to the issuer;
- (m) no concurrent crowdfunding distribution is made by any member of the issuer group for the same purposes as described in the issuer's completed Form 45-110F1;
- (n) no commission, fee or similar payment is paid by the issuer to the issuer group, or any principal, employee or agent of a member of the issuer group, with respect to the crowdfunding distribution;
- (o) no principal of the issuer group is a principal of the funding portal;

- (p) the issuer does not distribute to any one purchaser securities valued at more than,
  - (i) subject to subparagraph (ii), \$2 500, or
  - (ii) if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that the investment is suitable for the purchaser, \$10 000;
- (q) the issuer
  - (i) has operations other than operations to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or a purchase of the securities of an issuer, or the acquisition of a business, and
  - (ii) does not intend to use the proceeds of the crowdfunding distribution to invest in, merge with, amalgamate with or to purchase securities of an issuer, or to acquire a business, unless the issuer or the business is identified in the issuer's completed Form 45-110F1.
- (2) An issuer relying on subsection (1) must,
  - (a) if the issuer becomes aware that its completed Form 45-110F1 is not accurate, or is no longer accurate, promptly
    - (i) advise the funding portal that the issuer's Form 45-110F1 is not accurate, or is no longer accurate,
    - (ii) amend the Form 45-110F1 so that it is accurate, and
    - (iii) provide the amended Form 45-110F1 to the funding portal, and
  - (b) within 30 days after the closing of the crowdfunding distribution, deliver to each purchaser
    - (i) a written confirmation setting out all of the following:
      - (A) the date of subscription and the closing of the crowdfunding distribution;
      - (B) the quantity and description of the eligible security purchased;
      - (C) the price per eligible security paid by the purchaser;
      - (D) the total commissions, fees and any other similar payments paid by the issuer to the funding portal in respect of the crowdfunding distribution, and
    - (ii) a copy of the issuer's completed Form 45-110F1.

#### **Filing of distribution materials**

6. An issuer that distributes a security under this Regulation must, no later than the 30th day after the closing of the crowdfunding distribution, file with the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority both of the following:

- (a) the issuer's completed Form 45-110F1;
- (b) a report of exempt distribution in accordance with Form 45-106F1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21).

**PART 5  
EXEMPTION****Exemption**

7. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.
- (2) Despite paragraph (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.
- (3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 6  
EFFECTIVE DATE****Effective date**

8. (1) This Regulation comes into force on 21 September 2021.
- (2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 21 September 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**APPENDIX A  
ASSOCIATIONS**

In this Regulation, a person is an “association” if the person is any of the following:

- a cooperative, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperatives Act* (S.A. 2001, c. C-28.1) (Alberta)
- an association, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperative Association Act* (S.B.C. 1999, c. 28) (British Columbia)
- a cooperative, as defined in subsection 1(1) of the *Cooperatives Act* (C.C.S.M. c. C223) (Manitoba)
- a cooperative, as defined in section 1 of the *Cooperatives Act* (S.N.B. 2019, c. 24) (New Brunswick)
- a co-operative, as defined in section 2 of the *Co-Operatives Act* (S.N.L. 1998, c. C-35.1) (Newfoundland)
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.W.T. 1988, c. C-19) (Northwest Territories)
- an association, as defined in section 2 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.S. 1989, c. 98) (Nova Scotia)
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.N.W.T. 1988, c. C-19) (Nunavut)
- a co-operative, as defined in section 1 of the *Co-Operative Corporations Act* (R.S.O. 1990, c. C.35) (Ontario), only if permitted or authorized by that legislation to rely on the exemption from the prospectus requirement in this Regulation
- an association, as defined in section 1 of the *Co-Operative Associations Act* (R.S.P.E.I. 1988, c. C-23) (Prince Edward Island)
- a cooperative, as defined in section 3 of the *Co-Operatives Act* (chapter C-67.2) (Québec)
- a co-operative, as defined in clause 2(1)(l) of *The New Generation Co-Operatives Act* (S.S. 1999, c. N-4.001) (Saskatchewan)
- an association, as defined in section 1 of the *Cooperative Associations Act* (R.S.Y. 2002, c. 43) (Yukon).

**FORM 45-110F1  
OFFERING DOCUMENT****GENERAL INSTRUCTIONS:**

(1) *This offering document must be provided to your funding portal, which must make it available on its online platform. This offering document must not contain a misrepresentation. A misrepresentation means an untrue statement of material fact or an omission to state a material fact that is required to be stated, or necessary to prevent a statement that is made from being false or misleading in the circumstances in which it was made. If the information contained in this offering document is no longer accurate and contains a misrepresentation, you must immediately notify the funding portal, amend the offering document and provide the new version to the funding portal.*

(2) *If an issuer is relying on the start-up crowdfunding prospectus exemption (section 5 of the Regulation) in the local jurisdiction with respect to a crowdfunding distribution, the issuer must file this offering document in the local jurisdiction. Note: if a purchaser of the securities and the issuer are in different jurisdictions, the crowdfunding distribution is occurring in both jurisdictions – the jurisdiction of the issuer's head office and the jurisdiction of the purchaser.*

(3) *This offering document is required to be filed no later than the 30th day after the closing of the distribution.*

(4) *This offering document must be completed and certified by an authorized individual on behalf of the issuer.*

(5) *Draft this offering document so that it is easy to read and understand. Be concise and use clear, plain language. Avoid technical terms.*

(6) *Disclosure must conform as closely as possible to this form. Address the items in the order set out below. No variation of headings, numbering or information set out in the form is allowed and all are to be displayed as shown.*

**Item 1 Risks of investing**

1.1 Include the following statement in bold type:

**“No securities regulatory authority or regulator has assessed, reviewed or approved the merits of these securities or reviewed this offering document. Any representation to the contrary is an offence. This is a risky investment.”**

1.2 Include the following statement, in bold type, if the issuer provides forward-looking statements:

**“The forecasts and predictions of an early-stage business are difficult to objectively analyze or confirm. Forward-looking statements represent the opinion of the issuer only and may not prove to be reasonable.”**

**Item 2 The issuer**

2.1 Provide the following information about the issuer:

- (a) full legal name as it appears in the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement or other organizing documents, as the case may be;
- (b) head office address;
- (c) telephone;
- (d) email address;
- (e) website URL.

*Instructions: The head office is where the individuals managing the issuer, including the CEO, maintain their offices. This may be the same as, or different from, the registered office address, depending on the legal structure of the issuer. The address of the head office must be a physical address and not a post office (P.O.) box.*

2.2 Provide the following information for a contact person of the issuer who is able to answer questions from purchasers and the securities regulatory authority or regulator:

- (a) full legal name (first name, middle name and last name);
- (b) position held with the issuer;
- (c) business address;
- (d) business telephone;
- (e) email address.

**Item 3 Issuer's business**

3.1 Describe the issuer's business. Provide enough detail for an investor to clearly understand what the issuer does or intends to do.

*Instructions:*

(1) *Answer the following questions if applicable:*

- *Does or will the issuer build, design or develop something? Will it sell something produced by others? Will it provide a service?*
- *What are the key details about the issuer's industry and operations? What makes the issuer's business special and different from other competitors in the industry?*
- *What milestones has the issuer already reached and what do they hope to achieve in the next 2 years? E.g., Complete testing, find a manufacturer, commence a marketing campaign or buy inventory. What is the proposed timeline for achieving each of the milestones?*

- *What are the major hurdles that the issuer expects to face in achieving its milestones?*
- *How are the funds raised from this financing expected to help the issuer advance its business and achieve one or more of the milestones?*
  - *Has the issuer entered any contracts that are important to its business?*
  - *Has the issuer conducted any operations yet?*
  - *Where does the issuer see its business in 3, 5 and 10 years?*
  - *What are the issuer's future plans and hopes for its business and how does it plan to get there?*
- *What is the issuer's management experience in running a business or in the same industry?*
  - *Does the issuer have business premises from which it can operate its business?*
  - *How many employees does the issuer have? How many does it need?*

(2) *Do not refer to a measure of financial performance, financial position or cash flow in the offering document unless (i) the issuer has made financial statements available for the most recently completed financial year, and (ii) the measure referred to in the offering document is an amount presented in the financial statements or is reconciled to an amount presented in the financial statements.*

(3) *An issuer must have operations other than to identify and evaluate assets or a business with a view to completing an investment in, merger with, amalgamation with or acquisition of a business, or a purchase of the securities of one or more other issuers. If it has no other operations, it must not raise capital using start-up crowdfunding.*

3.2 Describe the legal structure of the issuer and indicate the jurisdiction where the issuer is incorporated or organized.

*Instructions:*

(1) *Indicate whether the issuer is a corporation, a limited partnership, a general partnership (except in Québec), an association (as defined under the Regulation) or other.*

(2) *Indicate the province, territory or state where the issuer is incorporated or organized.*

3.3 Indicate where the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement, shareholder agreement or similar document is available for purchasers to review.

*Instruction: You may provide online access to these documents for investors.*

3.4 Indicate which statement(s) best describe(s) the issuer's operations (select all that apply)

The issuer

- has never conducted operations,
- is in the development stage,
- is currently conducting operations.

3.5 Indicate whether the issuer has financial statements available. If yes, include the following statement, in bold type:

**“Information for purchasers: If you receive financial statements from an issuer conducting a crowdfunding distribution, you should know that those financial statements have not been provided to or reviewed by a securities regulatory authority or regulator. They are not part of this offering document. You should also consider seeking advice from an accountant or an independent financial adviser about the information in the financial statements.”**

*Instructions:*

(1) Any financial statements made available in connection with the start-up crowdfunding distribution must be prepared in accordance with Canadian GAAP. These financial statements must present the issuer's results of operations for its most recently completed financial year.

(2) If an auditor has issued an auditor's report on the financial statements, it must be included with the financial statements. If the financial statements were not audited, the issuer must label the financial statements as unaudited.

3.6 Describe the number and type of securities of the issuer outstanding as at the date of the offering document. If there are securities outstanding other than the eligible securities being offered, describe those securities.

#### Item 4 Management

4.1 Provide the information in the following table for each founder, director, officer and control person of the issuer:

Full legal name, municipality of residence and position at issuer	Principal occupation for the last 5 years	Expertise, education, and experience that is relevant to the issuer's business	Number and type of securities of the issuer owned	Date securities were acquired and price paid for the securities	Percentage of the issuer's securities held as of the date of this offering document

4.2 Provide the name of the person involved and details of the time, nature and the outcome of the proceedings for each of the persons listed under item 4.1 and the issuer who, as the case may be:

- (a) has ever pleaded guilty to or been found guilty of
  - (i) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),
  - (ii) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,
  - (iii) a misdemeanor or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or
  - (iv) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction,
- (b) is or has been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to:
  - (i) the person's involvement in any securities, insurance or banking activity, or
  - (ii) a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct,
- (c) is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction or administrative penalty imposed by a discipline committee, professional order or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to any professional misconduct,
- (d) is or has ever been the subject of a bankruptcy or insolvency proceeding, or
- (e) is a director, officer, founder or control person of a person that is or has been subject to a proceeding described in paragraph (a), (b), (c) or (d) above.

*Instruction: A quasi-criminal offence includes offences under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.*

#### **Item 5 Crowdfunding distribution**

5.1 Provide the name of the funding portal the issuer is using to conduct its crowdfunding distribution. If the issuer is using a funding portal that is operated by a registered dealer, provide the name of the registered dealer.

*Instruction: This offering document must not be posted on more than one funding portal.*

5.2 Indicate all the jurisdictions (Canadian provinces and territories) where the issuer intends to raise funds and make this offering document available.

- |   |  |   |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> Alberta          | <input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador | <input type="checkbox"/> Ontario              |
| <input type="checkbox"/> British Columbia | <input type="checkbox"/> Northwest Territories     | <input type="checkbox"/> Prince Edward Island |
| <input type="checkbox"/> Manitoba         | <input type="checkbox"/> Nova Scotia               | <input type="checkbox"/> Québec               |
| <input type="checkbox"/> New Brunswick    | <input type="checkbox"/> Nunavut                   | <input type="checkbox"/> Saskatchewan         |
|   |  | <input type="checkbox"/> Yukon                |

5.3 Provide the following information with respect to the crowdfunding distribution:

(a) the date before which the issuer must have raised the minimum offering amount for the closing of the distribution (no later than 90 days after the date this offering document is first made available on the funding portal);

(b) the date(s) and description of amendment(s) made to this offering document, if any.

*Instruction: An amendment to the offering document must not change the date referred to under paragraph (a).*

5.4 Indicate the type of eligible securities offered.

- Common shares;
- Non-convertible preference shares;
- Securities convertible into common shares;
- Securities convertible into non-convertible preference shares;
- Non-convertible debt linked to a fixed interest rate;
- Non-convertible debt linked to a floating interest rate;
- Limited partnership units;
- Shares in the capital of an association. Specify type of shares (e.g. membership, investment, preference, etc.): \_\_\_\_\_.

5.5 The securities offered have the following rights, restrictions and conditions:

- voting rights;
- dividends or interests (describe any right to receive dividends or interest);
- rights on dissolution;
- conversion rights (describe what each security is convertible into);
- tag-along rights;

- drag-along rights;
- pre-emptive rights;
- other (describe the rights).

*Instruction: This information is found in the organizing documents referred to in item 3.3.*

5.6 Provide a brief summary of any other material restrictions or conditions that attach to the eligible securities being offered, such as tag-along, drag along or pre-emptive rights.

*Instruction: The restrictions and conditions required to be described here are found in by-laws, shareholder's agreements or limited partnership agreements.*

5.7 In a table, provide the following information:

	Total amount (\$)	Total number of securities issuable
Minimum offering amount		
Maximum offering amount		
Price per security		

5.8 Indicate the minimum investment amount per purchaser, or if the issuer has not set a minimum investment amount, state that fact.

5.9 Include the following statement in bold type:

**“Note: The minimum offering amount stated in this offering document may be satisfied with funds that are unconditionally available to [insert name of issuer] that are raised using other prospectus exemptions.”**

#### **Item 6 Use of funds**

6.1 Provide the following information on the funds previously raised by the issuer:

- (a) the amount of funds previously raised;
- (b) how the issuer raised those funds;
- (c) if the funds were raised by issuing securities, the prospectus exemption that the issuer relied on to issue those securities;
- (d) how the issuer used those funds.

If the issuer has not previously raised funds, state that fact.

6.2 Using the following table, provide a detailed breakdown of how the issuer will use the funds raised from this crowdfunding distribution. If any of the funds will be paid directly or indirectly to a founder, director, officer or control person of the issuer, disclose in a note to the table the name of the person, the relationship to the issuer and the amount. If more than 10% of the available funds will be used by the issuer to pay debt and the issuer incurred the debt within the 2 preceding financial years, describe why the debt was incurred.

Description of intended use of funds listed in order of priority	Assuming minimum offering amount	Assuming maximum offering amount

#### **Item 7 Previous crowdfunding distributions**

7.1 For each crowdfunding distribution in which the issuer group and each founder, director, officer and control person of the issuer group have been involved in the past 5 years, provide the following information:

- (a) the full legal name of the issuer that made the distribution;
- (b) the name of the funding portal;
- (c) whether the distribution successfully closed, was withdrawn by the issuer or did not close because the minimum offering amount was not reached, and the date on which any of these occurred.

*Instruction: Provide the information for all previous crowdfunding distributions involving the issuer group and each founder, director, officer and control person of each member of the issuer group, even if the previous crowdfunding distribution was made by an issuer that is not a member of the issuer group.*

#### **Item 8 Compensation paid to funding portal**

8.1 Provide a description of each commission, fee or other amount expected to be paid by the issuer to the funding portal for this crowdfunding distribution and the estimated amount to be paid. If a commission is being paid, indicate the percentage that the commission will represent of the gross proceeds of the offering assuming both the minimum and maximum offering amount.

#### **Item 9 Risk factors**

9.1 Describe in order of importance, starting with the most important, the risk factors material to the issuer that a reasonable investor would consider important in deciding whether to buy the issuer's securities.

9.2 If the securities being distributed are to pay interest, dividends or distributions and the issuer does not have the financial resources to make such payments, (other than from the sale of securities) state in bold type:

**“We do not currently have the financial resources to pay [interest, dividends or distributions] to investors. There is no assurance that we will ever have the financial resources to do so.”**

#### **Item 10 Reporting obligations**

10.1 Describe the nature and frequency of any disclosure of information the issuer intends to provide to purchasers after the closing of the distribution and explain how purchasers can access this information.

10.2 If the issuer is required by corporate legislation, its constating documents (e.g., articles of incorporation or by-laws) or otherwise to provide annual financial statements or an information circular/proxy statements to its security holders, state that fact.

10.3 If the issuer is aware, after making reasonable inquiries, of any existing voting trust agreement among certain shareholders of the issuer, provide the information:

- (a) the number of shareholders party to the agreement;
- (b) the percentage of voting shares of the issuer subject to the agreement;
- (c) the name of the person acting as a trustee;
- (d) whether the trustee has been granted any additional powers;
- (e) whether the agreement is limited to a specified period of time.

#### **Item 11 Resale restrictions**

11.1 Include the following statement, in bold type:

**“The securities you are purchasing are subject to a resale restriction. You might never be able to resell the securities.”**

#### **Item 12 Purchasers' rights**

12.1 Include the following statement, in bold type:

##### **“Rights of Action in the Event of a Misrepresentation**

**If there is a misrepresentation in this offering document, you have a right**

**(a) to cancel your agreement with [name of issuer or other term used to refer to issuer] to buy these securities, or**

**(b) to damages against [name of issuer or other term used to refer to issuer] and may, in certain jurisdictions, have the statutory right to damages from other persons.**

**These rights are available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, there are various circumstances that limit your rights. In particular, your rights might be limited if you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.**

**If you intend to rely on the rights described in paragraph (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations.**

**Two-day cancellation right:**

**You may cancel your agreement to purchase these securities. To do so, you must send a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after you enter into the agreement. If there is an amendment to this offering document, you can cancel your agreement to purchase these securities by sending a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after the funding portal provides you notice of the amendment.”**

**Item 13      Date and certificate**

13.1 Include the following statement in bold type:

**“This offering document does not contain a misrepresentation.”**

13.2 Provide the signature, date of the signature, name and position of the authorized individual certifying this offering document.

13.3 If this offering document is signed electronically, include the following statement in bold type:

**“I acknowledge that I am signing this offering document electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature.”**

**FORM 45-110F2  
RISK ACKNOWLEDGEMENT**

**Issuer Name:**

**Type of Eligible Security Offered:**

**WARNING!**  
**BUYER BEWARE: This investment is risky.**  
**Don't invest unless you can afford to lose all the money you pay for this investment.**

	Yes	No
<b>1. Risk acknowledgement</b>		
<b>Risk of loss</b> – Do you understand that this is a risky investment and that you may lose all the money you pay for this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>No income</b> – Do you understand that you may not earn any income, such as dividends or interest, on this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Liquidity risk</b> – Do you understand that you may never be able to sell this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Lack of information</b> – Do you understand that you may not be provided with any ongoing information about the issuer and/or this investment?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2. No approval and no advice</b> <i>Instruction: Delete “and no advice” if the funding portal is operated by a registered dealer.</i>		
<b>No approval</b> – Do you understand that this investment has not been reviewed or approved in any way by a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>No advice</b> – Do you understand that you will not receive advice about your investment? <i>Instruction: Delete this row if the funding portal is operated by a registered dealer.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Yes	No
<b>3. Limited legal rights</b>		
<p><b>Limited legal rights</b> – Do you understand that you will not have the same rights as if you purchased under a prospectus or through a stock exchange?</p> <p>If you want to know more, you may need to seek professional legal advice.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4. Purchaser's acknowledgement</b>		
<p><b>Investment risks</b> – Have you read this form and do you understand the risks of making this investment?</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Offering document</b> – Has an offering document relating to this investment been made available to you on the funding portal?</p> <p>The offering document contains important information about this investment. If you have not read the offering document or if you do not understand the information in it, you should not invest. You should retain a copy of the offering document for your records.</p> <p>Have you read and do you understand the information in the offering document?</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>First and last name:</b>		
<p><b>Electronic signature:</b> By clicking the [I confirm] button, I acknowledge that I am signing this form electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature. I will not at any time in the future claim that my electronic signature is not legally binding. The date of my electronic signature is the same as my acknowledgement.</p>		
<b>5. Additional information</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>You have 2 days to cancel your purchase by sending a notice to the funding portal at:</b> <i>Instruction: Provide email address where purchasers can send their notice. Describe any other manner for purchasers to cancel their purchase.</i></li> <li>▪ <b>If you want more information about your local securities regulation, go to <a href="http://www.securities-administrators.ca">www.securities-administrators.ca</a>. Securities regulators do not provide advice on investment.</b></li> <li>▪ <b>To check if the funding portal is operated by a registered dealer, go to <a href="http://www.aretheregistered.ca">www.aretheregistered.ca</a>. <i>Instruction: Delete if the funding portal is not operated by a registered dealer.</i></b></li> </ul>		

**FORM 45-110F3  
FUNDING PORTAL INFORMATION**

**GENERAL INSTRUCTION**

*If the funding portal is relying on the start-up crowdfunding registration exemption (section 3 of the Regulation), the funding portal must complete and deliver this form with any attachments and all corresponding Forms 45-110F4 to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.*

**FUNDING PORTAL INFORMATION**

1. Provide the following information regarding the funding portal:
  - (a) full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents;
  - (b) name that the funding portal will be operating under;
  - (c) website URL;
  - (d) telephone;
  - (e) email address;
  - (f) head office address;
  - (g) jurisdiction where the head office is located (check).
 

<input type="checkbox"/> Alberta	<input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador	<input type="checkbox"/> Ontario
<input type="checkbox"/> British Columbia		<input type="checkbox"/> Prince Edward Island
<input type="checkbox"/> Manitoba	<input type="checkbox"/> Northwest Territories	<input type="checkbox"/> Québec
<input type="checkbox"/> New Brunswick	<input type="checkbox"/> Nova Scotia	<input type="checkbox"/> Saskatchewan
	<input type="checkbox"/> Nunavut	<input type="checkbox"/> Yukon
2. Provide the following information regarding the contact person for the funding portal:
  - (a) full legal name (first name, middle name and last name);
  - (b) business address;
  - (c) business telephone;
  - (d) email address.

3. Provide the following information regarding each founder, director, officer and control person of the funding portal. If necessary, use an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form.

- (a) full legal name (first name, middle name and last name);
- (a) position(s) held.

4. Indicate each jurisdiction where the funding portal is delivering this form. The funding portal must deliver this form in the local jurisdiction if it facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution in that jurisdiction.

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> Alberta          | <input type="checkbox"/> Newfoundland and<br>Labrador | <input type="checkbox"/> Ontario              |
| <input type="checkbox"/> British Columbia |   | <input type="checkbox"/> Prince Edward Island |
| <input type="checkbox"/> Manitoba         | <input type="checkbox"/> Northwest Territories        | <input type="checkbox"/> Québec               |
| <input type="checkbox"/> New Brunswick    | <input type="checkbox"/> Nova Scotia                  | <input type="checkbox"/> Saskatchewan         |
|   | <input type="checkbox"/> Nunavut                      | <input type="checkbox"/> Yukon                |

5. Provide the date the funding portal expects to begin to facilitate crowdfunding distributions in the jurisdictions indicated under item 4.

6. If the funding portal is relying on Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*) in any jurisdiction, provide the name(s) of the jurisdiction(s) and the date this Funding Portal Information form was delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

#### LEGAL STRUCTURE AND CONSTATING DOCUMENTS

7. Indicate the legal structure of the funding portal.

- Sole proprietorship
- Partnership
- Limited partnership (provide the name of the general partner)
- Corporation
- Other (specify)

8. Attach the funding portal's organizing documents: for example, the funding portal's articles and certificate of incorporation, any articles of amendments, partnership agreement or declaration of trust. If the funding portal is a sole proprietorship, provide a copy of the registration of the trade name. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

9. Attach a chart showing the funding portal's structure and ownership. Include disclosure for all parents, affiliates and subsidiaries. Include the name of each person, and the class, type, amount and voting percentage of ownership of the funding portal's securities. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

#### **BUSINESS ACTIVITIES**

10. Provide a description of following:

- (a) the proposed business activities of the funding portal;
- (b) the marketing strategy of the funding portal;
- (c) the target issuers, including their sectors;
- (d) the key risks you identify in operating your funding portal.

#### **CRIMINAL DISCLOSURE**

11. Has the funding portal ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from

- (a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),
- (b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,
- (c) a misdemeanor or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or
- (d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and the final disposition, if a final disposition has been made.

*Instruction: A quasi-criminal offence includes an offence under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.*

12. Are there any outstanding or stayed charges against the funding portal alleging a criminal offence that was committed?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

**CIVIL DISCLOSURE**

13. Has the funding portal been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to its involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity.

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

14. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct against the funding portal?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

**PROCESS AND PROCEDURE FOR HANDLING OF FUNDS**

15. Provide all relevant details in an attachment that is signed and dated by the authorized individual certifying this form of the relevant documents on the process and procedure for handling all funds in relation to the crowdfunding distribution in a designated trust account at a Canadian financial institution, including the following:

(a) the name of the Canadian financial institution the funding portal will use with the designated trust account number;

(b) the names of the signatories on this account and their role with the funding portal;

(c) details of how the funds held in this account will be separate and apart from the funding portal's own property;

(d) a copy of the trust agreement, or details surrounding the establishment of this account. If the funding portal does not have a trust agreement or an account, please explain;

- (e) details regarding how funds will flow
  - (i) from purchasers to the funding portal's account,
  - (ii) from the funding portal's account to the issuer in the event that the crowdfunding distribution closes, and
  - (iii) from the funding portal's account back to the purchasers in the event that the crowdfunding distribution does not close or the purchaser has exercised their right of withdrawal.

#### COLLECTION AND USE OF INFORMATION

The information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator of the jurisdiction under the authority granted under securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, the funding portal

- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may collect personal information about the individuals referred to in this form or information about the funding portal,
- confirms that the individuals referred to in this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information, and
- consents to the posting on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of:
  - (i) the name that the funding portal will be operating under;
  - (ii) the website address for the funding portal; and
  - (iii) the funding portal's reliance on a dealer registration exemption.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in any jurisdiction in which this form is submitted. Contact information is listed at the end of this form.

**CERTIFICATION**

By signing this form, the funding portal

- undertakes to comply with all of the applicable conditions set out in Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions,

- certifies that its platform is complete, ready for viewing in a test environment and designed to comply with Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions,

- certifies that it has, or reasonably expects to have, sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 6 months, and

- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of a jurisdiction in which this form is submitted may access the books and records relating to the carrying on of its activities and may conduct a compliance review.

On behalf of the funding portal, I certify that the statements made in this form, including any attachments, are true and complete.

Full legal name of  
funding portal: \_\_\_\_\_

Signature of  
authorized individual: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Print name of  
authorized individual: \_\_\_\_\_

Position held: \_\_\_\_\_

Telephone number: \_\_\_\_\_

Email: \_\_\_\_\_

**IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM**

**Contact information:**

<p><b>Alberta</b> The Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 Email: registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p><b>Nova Scotia</b> Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 Email: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>
<p><b>British Columbia</b> British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 Email: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p><b>Ontario</b> Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 Email: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal <a href="https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6">https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</a></p>
<p><b>Manitoba</b> The Manitoba Securities Commission 500 – 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 945-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 Email: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p><b>Québec</b> Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage C.P. 246, Place Victoria Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 Email: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p><b>New Brunswick</b> Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 Email: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca</p>	<p><b>Saskatchewan</b> Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 Email: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>

**FORM 45-110F4  
PORTAL INDIVIDUAL INFORMATION**

**GENERAL INSTRUCTIONS**

*If the funding portal is relying on the start-up crowdfunding registration exemption (section 3 of the Regulation), each founder, director, officer and control person of the funding portal must complete this form and the funding portal must deliver those completed forms and any attachments, along with the corresponding Form 45-110F3, to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.*

*The information provided on this form must be specific to the individual certifying this form.*

**FUNDING PORTAL INFORMATION**

1. Provide the full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents.
2. Provide the name that the funding portal will be operating under.
3. Indicate the position(s) you hold with the funding portal.

**INDIVIDUAL INFORMATION**

4. Full legal name:

---

First name	Middle name(s)	Last name
------------	----------------	-----------

5. Are you currently, or have you ever been, known by any name(s) other than your full legal name stated above, for example nicknames or name changes due to marriage?

Yes  No

If yes, provide details.

6. Telephone number and email address:

Residential:	( )	Mobile:	
Business:	( )	Email:	

7. Provide all residential addresses for the past five years starting with your current residential address.

Number, street, city, province, territory or state, country and postal/ZIP code	From		To	
	MM	YYYY	MM	YYYY

8. If you are not a resident of Canada, you must have one address for service of process in Canada and provide the following information:

Name of agent for service:	
Name of contact person:	
Address for service:	
Telephone:	

9. Date and place of birth:

Date of birth			Place of birth		
MM	DD	YYYY	City	Province/Territory/State	Country

10. Country of citizenship: \_\_\_\_\_

11. Are you currently or have you ever been registered or licensed in any capacity with any Canadian securities regulatory authority or regulator?

Yes  No

If yes, provide your licence or registration type, the securities regulatory authority or regulator, and the start date and ending date, if applicable:

12. Have you ever been dismissed for cause by an employer from a position following allegations that you:

- (a) violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct,
- (b) failed to appropriately supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct, or

(c) committed fraud or the wrongful taking of property, including, for greater certainty, theft?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

#### CRIMINAL DISCLOSURE

13. Have you ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from

(a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C. 1985, c. C-46),

(b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

(c) a misdemeanour or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

(d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

*Instructions: A quasi-criminal offence includes an offence under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.)), the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or of a foreign jurisdiction.*

14. Are there any outstanding or stayed charges against you alleging a criminal offence that was committed?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

15. To the best of your knowledge, are there any outstanding or stayed charges against any person of which you were, at the time the criminal offence was alleged to have taken place, a founder, director, officer or control person?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

16. To the best of your knowledge, has any person of which you were a founder, or during the period when you were a director, officer or control person, ever been found guilty, pleaded no contest to or been granted an absolute or conditional discharge from a criminal offence that was committed?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

#### CIVIL DISCLOSURE

17. Have you or a person of which you are or were a founder, director, officer or control person been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to your involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

18. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct against you or a person of which you are or were a founder, director, officer or control person?

Yes  No

If yes, provide all relevant details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form that includes the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if a final disposition has been made.

### COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION

The personal information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, the regulator of the jurisdiction under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, you consent to the collection, use and disclosure of this personal information by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each jurisdiction in which this form is submitted and any police records, records from other government or non-governmental regulators or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you that the securities regulatory authority or regulator may need to determine the completeness of the information submitted in this form and compliance with the conditions of the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions. The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about you.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of any jurisdiction in which this form is submitted. Contact information is listed at the end of this form.

### CERTIFICATION

By submitting this form, I

- certify that the statements made in this form, including any attachments, are true and complete, and
- agree to be subject to the securities legislation of each jurisdiction of Canada where I have submitted this form. This includes the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to my activities as a founder, director, officer or control person of a funding portal under applicable securities legislation.

Signature:

Date:

Print name:

Position held:

**IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM**

**Contact information:**

<p><b>Alberta</b> The Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 Email: registration@asc.ca www.asc.ca</p>	<p><b>Nova Scotia</b> Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 Email: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca</p>
<p><b>British Columbia</b> British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 Email: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca</p>	<p><b>Ontario</b> Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 Email: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal <a href="https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6">https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6</a></p>
<p><b>Manitoba</b> The Manitoba Securities Commission 500 – 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 945-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 Email: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca</p>	<p><b>Québec</b> Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage C.P. 246, Place Victoria Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 Email: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca</p>
<p><b>New Brunswick</b> Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 Email: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca</p>	<p><b>Saskatchewan</b> Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 Email: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca</p>

**FORM 45-110F5  
SEMI-ANNUAL FINANCIAL RESOURCES CERTIFICATION**

The funding portal certifies that it has, or reasonably expects to have, sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 6 months.

On behalf of the funding portal, I certify that the statement made in this form is true and complete.

Full legal name of  
funding portal: \_\_\_\_\_

Signature of the chief  
executive officer, chief  
financial officer or  
functional equivalent: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Print name of  
individual: \_\_\_\_\_

Position held: \_\_\_\_\_

Telephone number: \_\_\_\_\_

Email: \_\_\_\_\_

**IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM**

105256

**M.O., 2021**

**Order number 2021-19 of the Minister  
of Transport dated 1 September 2021**

Highway Safety Code  
(chapter C-24.2)

Suspension of the application of the definition of minibus with respect to certain motor vehicles equipped with two restraining devices to keep a wheelchair in place

THE MINISTER OF TRANSPORT,

CONSIDERING section 633.2 of the Highway Safety Code (chapter C-24.2), which provides that the Minister of Transport may, by order and after consultation with the Société de l'assurance automobile du Québec, suspend the application of a provision of the Code or the regulations for the period specified by the Minister, if the Minister considers that it is in the interest of the public and is not likely to compromise highway safety;

CONSIDERING that section 633.2 of the Code provides that the Minister may prescribe any rule, applicable when using the exemption, that ensures an equivalent level of safety in the Minister's opinion;

CONSIDERING that section 633.2 of the Code provides that the publication requirement set out in section 8 of the Regulations Act (chapter R-18.1) does not apply to an order made under section 633.2;

CONSIDERING that it is advisable to suspend the application of the definition of minibus set out in section 4 of the Code with respect to certain motor vehicles equipped with two restraining devices to keep a wheelchair in place;

CONSIDERING that it is advisable to suspend the application of section 54 of the Code with respect to every person who drives such a road vehicle or to its owner who allows the vehicle to be driven carrying a registration plate of a class other than the class corresponding to that vehicle, or which is being used for a purpose other than the purpose indicated in its registration;

**A.M., 2021-11****Arrêté numéro V-1.1-2021-11 du ministre des Finances en date du 31 août 2021**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)

VU que les paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) a été adopté par la décision n<sup>o</sup> 2001-C-0272 du 12 juin 2001 (Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec, volume 32, n<sup>o</sup> 26 du 29 juin 2001);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 17, n<sup>o</sup> 8 du 27 février 2020;

VU que le texte révisé du projet de Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) a été publié pour information au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 18, n<sup>o</sup> 25 du 25 juin 2021;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) le 11 août 2021, par la décision n<sup>o</sup> 2021-PDG-0041;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR), dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 31 août 2021

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>)

1. L'Annexe A du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est modifiée par le remplacement, dans la partie II, intitulée « **Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis)** », du point 4 de la rubrique E, intitulée « **Placements sur le marché dispensé et information à fournir** », par le suivant :

« 4. Document d'offre et déclaration de placement avec dispense à déposer ou à transmettre par l'émetteur en vertu des dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage AB, SK, MB, QC, NB, Î.-P.-É., NS, NL, YT, T.N.-O., Nun

».

2. 1<sup>o</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.

2<sup>o</sup> En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

75563

**A.M., 2021-12**

**Arrêté numéro V-1.1-2021-12 du ministre des Finances en date du 31 août 2021**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres

VU que les paragraphes 3<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-21 du 12 août 2005 (2005, *G.O.* 2, 4884);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 17, n° 8 du 27 février 2020;

VU que le texte révisé du projet de Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été publié pour information au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 18, n° 25 du 25 juin 2021;

**Species in a precarious situation:** Includes species designated under the Act respecting threatened or vulnerable species (chapter E-12.01), species likely to be designated as threatened or vulnerable (chapter E-12.01, r. 5), species designated under the federal Species at Risk Act (S.C. 2002, chapter 29), and species designated at risk by Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada (COSEWIC).

**Sustainable use:** The use of components of biological diversity in a way and at a rate that does not lead to the long-term decline of biological diversity, thereby maintaining its potential to meet the needs and aspirations of present and future generations (United Nations Convention on Biological Diversity, Article 2).

105262

**M.O., 2021-11****Order number V-1.1-2021-11 of the Minister of Finance dated 31 August 2021**

Securities Act  
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)

WHEREAS paragraphs 1 and 2 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) was made on 12 June 2001 by the decision no. 2001-C-0272 (*Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec*, vol. 32, no. 26 of 29 June 2001);

WHEREAS there is cause to amend this Regulation;

WHEREAS the draft Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 17, no. 8 of 27 February 2020;

WHEREAS the revised text of the draft Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) was published for information in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 18, no. 25 of 25 June 2021;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 11 August 2021, by the decision no. 2021-PDG-0041, Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR);

WHEREAS there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) appended hereto.

31 August 2021

ERIC GIRARD  
*Minister of Finance*

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Appendix A of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is amended by replacing, in part II “**Other Issuers (Reporting/Non-reporting)**”, section 4 of Item E “**Exempt Market Offerings and Disclosure**” with the following:

“4. Offering document and report of exempt distribution required to be filed or delivered by an issuer under the start-up crowdfunding prospectus and registration exemptions. AB, SK, MB, QC, NB, PEI, NS, NL, YT, NWT, Nun

”.

2. (1) This Regulation comes into force on September 21, 2021.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph 1, if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after September 21, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

105257

**M.O., 2021-12**

**Order number V-1.1-2021-12 of the Minister of Finance dated 31 August 2021**

Securities Act  
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities

WHEREAS paragraphs 3, 11 and 14 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was approved by ministerial order no. 2005-21 dated 12 August 2005 (2005, *G.O.* 2, 3648);

WHEREAS there is cause to amend this Regulation;

WHEREAS the draft Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 17, no. 8 of 27 February 2020;

WHEREAS the revised text of the draft Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was published for information in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 18, no. 25 of 25 June 2021;

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>)

1. L'Annexe A du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est modifiée par le remplacement, dans la partie II, intitulée « **Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis)** », du point 4 de la rubrique E, intitulée « **Placements sur le marché dispensé et information à fournir** », par le suivant :

« 4. Document d'offre et déclaration de placement avec dispense à déposer ou à transmettre par l'émetteur en vertu des dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

AB, SK, MB, QC, NB,  
Î.-P.-É., NS, NL, YT,  
T.N.-O., Nun

».

2. 1<sup>o</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.

2<sup>o</sup> En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

75563

**A.M., 2021-12**

**Arrêté numéro V-1.1-2021-12 du ministre des Finances en date du 31 août 2021**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres

VU que les paragraphes 3<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été approuvé par l'arrêté ministériel n<sup>o</sup> 2005-21 du 12 août 2005 (2005, *G.O.* 2, 4884);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 17, n<sup>o</sup> 8 du 27 février 2020;

VU que le texte révisé du projet de Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres a été publié pour information au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 18, n<sup>o</sup> 25 du 25 juin 2021;

5458

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 15 septembre 2021, 153<sup>e</sup> année, n° 37

Partie 2

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres le 11 août 2021, par la décision n° 2021-PDG-0041;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 31 août 2021

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

#### **RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3°, 11° et 14°)

**1.** L'Annexe D du Règlement 45-102 sur la revente de titres (chapitre V-1.1, r. 20) est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 2 précédant l'intitulé « **Dispositions transitoires et autres** », du suivant :

« **3.** Sauf au Manitoba, la dispense de l'obligation de prospectus prévue à l'article 5 [Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs] du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*indiquer la référence*). ».

**2.** 1° Le présent règlement entre en vigueur le 21 septembre 2021.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 21 septembre 2021.

75564

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Appendix A of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is amended by replacing, in part II “**Other Issuers (Reporting/Non-reporting)**”, section 4 of Item E “**Exempt Market Offerings and Disclosure**” with the following:

“4. Offering document and report of exempt distribution required to be filed or delivered by an issuer under the start-up crowdfunding prospectus and registration exemptions. AB, SK, MB, QC, NB, PEI, NS, NL, YT, NWT, Nun

”.

2. (1) This Regulation comes into force on September 21, 2021.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph 1, if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after September 21, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

105257

**M.O., 2021-12**

**Order number V-1.1-2021-12 of the Minister of Finance dated 31 August 2021**

Securities Act  
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities

WHEREAS paragraphs 3, 11 and 14 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was approved by ministerial order no. 2005-21 dated 12 August 2005 (2005, *G.O.* 2, 3648);

WHEREAS there is cause to amend this Regulation;

WHEREAS the draft Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 17, no. 8 of 27 February 2020;

WHEREAS the revised text of the draft Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities was published for information in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 18, no. 25 of 25 June 2021;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 11 August 2021, by the decision no. 2021-PDG-0041, Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;

WHEREAS there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities appended hereto.

31 August 2021

ERIC GIRARD  
*Minister of Finance*

#### **REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (3), (11) and (14))

1. Appendix D of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (chapter V-1.1, r. 20) is amended by adding, after paragraph (2) before the heading “**Transitional and Other Provisions**”, the following paragraph:

“3. Except in Manitoba, the exemption from the prospectus requirement in section 5 [Exemption from prospectus requirement for issuers] of Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*).”

2. (1) This Regulation comes into force on September 21, 2021.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph 1, if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after September 21, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

105258